

# ACTES

## Inégalités environnementales sociales et territoriales

Des enjeux  
interdépendants  
nécessitant une  
approche globale

**Conférences  
et tables rondes**

Vendredi 11 mars 2016  
Dijon



## Sommaire

<b>DISCOURS D'OUVERTURE</b>	<b>3</b>
Jean-Patrick MASSON, Président d'Alterre Bourgogne	3
Stéphane WOYNAROSKI, Conseiller régional délégué à l'Agenda 21 et à la biodiversité	4
Florence LAUBIER, Directrice adjointe, DREAL Bourgogne	5
Blandine AUBERT, Directrice régionale, ADEME Bourgogne	6
 <b>CONFERENCES ET TABLE RONDE INTRODUCTIVES</b>	 <b>7</b>
Pierre LEFEVRE, Journaliste, animateur de la journée	7
 <b>Quelle égalité ? Quelle justice voulons-nous ?</b>	
Patrick SAVIDAN, Professeur de philosophie politique à l'université de Poitiers, Directeur de la revue Raison publique, Président de l'Observatoire des inégalités	8
 <b>Moins d'inégalités pour un monde viable</b>	
Marie DURU-BELLAT, Professeur des Universités émérite à Sciences Po Paris, chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Institut de recherche sur l'éducation	13
 <b>Inégalités environnementales et bien-être territorial en France</b>	
Eloi LAURENT, Économiste au Centre de recherche en économie de Sciences Po, enseignant à Sciences Po et à l'Université de Stanford	17
 <b>RAPPORT DE L'OBSERVATOIRE DES TERRITOIRES 2014</b>	
Benoît DE LAPASSE, Responsable du Bureau de l'observation des territoires au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)	29
 <b>TABLE RONDE « TERRITOIRES ET INEGALITES »</b>	 <b>31</b>
Sylvie TARTESSE, Économiste et statisticienne, Directrice d'études au Compas	31
François ROUSSEAU, Directeur de FR Consultants, Fondateur et Vice-président de la Société française de prospective	31
Marie DURU-BELLAT, Professeur des Universités émérite à Sciences Po Paris, chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Institut de recherche sur l'éducation	31
 <b>TABLE RONDE « CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET INEGALITES »</b>	 <b>40</b>
Stéphane LA BRANCHE, Chercheur enseignant associé au Laboratoire CNRS Pacte, Coordonnateur de la chaire Planète Énergie Climat, Science Po Grenoble, Membre du GIEC	40
Laurent FUSSIEN, Directeur général des services et Directeur du CCAS de la commune de Malaunay	40
Joël SPIROUX DE VENDOMOIS, Médecin, Président du Comité de recherche et d'information indépendant sur le génie génétique (CRIIGEN)	40

## Discours d'ouverture



Jean-Patrick MASSON

*Président d'Alterre Bourgogne*

Je vous remercie d'être à nouveau parmi nous. Votre fidélité témoigne de l'intérêt pour les thématiques et les rencontres proposées lors de ces journées. Nous inaugurons en ce jour la neuvième conférence d'Alterre. Nous fêtons l'année prochaine notre dixième édition et j'espère vous retrouver à cette occasion.

Ces conférences représentent un temps important et nécessaire pour l'association que j'ai le plaisir de présider. Elle permet de mobiliser les énergies autour d'un thème sur l'ensemble de notre territoire et même au-delà. Ensemble, nous recueillons des informations, nous réfléchissons et nous travaillons.

Ce moment représente l'opportunité pour nous et pour nombre d'entre vous, de « sortir la tête du guidon », pardonnez-moi l'expression. Ce temps mort s'avère particulièrement utile dans notre société où tout va très vite, où le zapping est de mise – d'une information, d'un enjeu à l'autre – sur un rythme de plus en plus effréné.

Cette journée vise également à anticiper les thématiques émergentes quelques années à l'avance. À cet égard, le sujet très actuel de l'économie circulaire avait été abordé lors d'une précédente conférence consacrée à l'économie territoriale. Cette réflexion, associée à la contribution d'Alterre à la conférence environnementale de 2012, a débouché sur l'instauration de l'économie circulaire. Cette journée permettra à nouveau d'aborder des réflexions amenées à se propager, voire à être mises en pratique dans les années à venir.

Notre projet associatif repose sur quatre axes, dont l'un consiste à « s'engager, à aller plus loin afin d'améliorer continuellement en défrichant et en innovant ». Tel est l'objectif de cette journée.

Si le thème des inégalités se trouve fréquemment débattu ces derniers temps – inégalités Nord / Sud, inégalités en France, etc. – il l'est la plupart du temps du point de vue économique ou social. Or nous pensons que ce thème ne peut être envisagé d'un point de vue unique. En effet, les inégalités s'entrecroisent et se cumulent. En ce sens, elles constituent une machine à exclure, voire à expulser, aussi bien à l'échelle internationale comme dans le cas des migrants, qu'à l'échelle d'un pays, comme aux États-Unis par exemple, où des populations sont expulsées de leur territoire sous la pression de l'économie liée à l'exploitation du gaz de schiste.

Ainsi notre société a tendance à se focaliser sur l'aspect économique ou au mieux sur les racines sociales des inégalités, et à ignorer leur substance environnementale. Or ces trois domaines interagissent et génèrent des conditions de vie déplorables pour une partie de la population mondiale.

Les différents intervenants seront bien plus à même que moi de vous éclairer sur ce sujet. Je vous souhaite à tous une très bonne journée.



### Stéphane WOYNAROSKI

*Conseiller régional délégué à l'Agenda 21 et à la biodiversité  
Membre de la commission Développement des territoires - transports - déplacements - intermodalités - écologie - énergie - santé*

Inégalités environnementales, sociales et territoriales... L'enseignant que je suis aurait tendance à ajouter : « Vous avez trois heures, je ramasse les copies à midi et demi ». Dans le cas présent, ça tombe bien, vous avez prévu la journée !

Je suis très heureux de participer, cette année encore, à l'ouverture de cette table ronde et de représenter le nouveau Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté et sa Présidente, Marie-Guite DUFAY.

Je remercie Alterre pour la qualité de son travail et pour la qualité du partenariat que nous entretenons avec son Président, Jean-Patrick MASSON, sa Directrice, Nadège AUSTIN et avec toute l'équipe dont les compétences sont nombreuses et variées. Ce partenariat nous a permis, entre autres choses, de mettre en place la Stratégie Régionale pour la Biodiversité ainsi que le Schéma Régional de Cohérence Écologique, de travailler sur la construction d'un Observatoire Régional de la Biodiversité et de réaliser bien d'autres projets liés à la biodiversité.

Alterre organise cette conférence pour la neuvième fois sur un thème précurseur et qui doit être traité de manière transversale car les questions sociales et environnementales ne peuvent être évoquées l'une après l'autre mais bien ensemble. Le thème des inégalités interpelle et nous oblige effectivement « à lever le nez du guidon » pour réfléchir, particulièrement les élus. Non pas que ces derniers réfléchissent rarement, mais parce qu'ils se trouvent pris trop souvent dans la gestion du quotidien.

En Bourgogne-Franche-Comté comme ailleurs, les inégalités se sont creusées avec la crise. Aujourd'hui, plus de 350 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté<sup>1</sup> soit environ 13 % de la population, contre près de 14 % en France métropolitaine. Notre région connaît de réelles disparités sociales entre les territoires.

Les inégalités peuvent exister entre des zones géographiques, lorsqu'elles sont liées à une diminution, voire à une disparition locale ou régionale de richesses naturelles ; elles peuvent aussi être perçues dans un même espace géographique lorsqu'elles concernent, par exemple, l'accès à l'énergie, ou à toute autre ressource naturelle. Il est évident que personne ne peut se satisfaire de voir s'installer et perdurer des inégalités. Comment ne pas les combattre ? Comment ne pas tout mettre en œuvre pour les réduire ?

Des réflexions et des initiatives ont émergé en Bourgogne-Franche-Comté ces dernières années, comme la déclinaison dans l'ensemble des politiques régionales des objectifs climat-énergie, la prise en compte du concept de vulnérabilité énergétique, notamment dans le volet Habitat du Schéma Régional d'Aménagement Durable du Territoire ou encore à travers l'élaboration d'une Stratégie Régionale pour la Biodiversité qui nous a permis de réaliser un état des lieux du territoire, puis à définir un cadre commun d'intervention et d'actions visant à garantir l'accessibilité à tous de ce capital naturel. Les inégalités constituent également l'un des enjeux de l'Agenda 21, qui favorise une approche globale des politiques publiques.

Lutter contre les inégalités constitue également l'une des priorités de la majorité à laquelle j'appartiens. La Présidente l'a clairement annoncé le 4 janvier 2016 lors de son discours d'investiture au Conseil Régional. Elle fonde son action sur quatre valeurs cardinales : l'éthique, le progrès, l'écologie et la solidarité. Solidarité avec les plus fragiles qui doivent être protégés des mutations imposées par le marché, solidarité avec les territoires les plus vulnérables qui

---

<sup>1</sup> En France, un individu est considéré comme pauvre quand ses revenus mensuels sont inférieurs à 828 ou 993 euros (données 2012), selon la définition de la pauvreté utilisée (seuil à 50 % ou à 60 % du niveau de vie médian). source : <http://www.inegalites.fr/>

requièrent une politique volontariste d'aménagement pour réduire les inégalités, et solidarité par le renforcement des liens qui nous unissent et sans lesquels nous ne pouvons envisager d'avenir durable.

Des initiatives sont donc en cours. Des solutions restent à inventer. Je vous souhaite une bonne journée de travail et d'échanges ici, à Dijon, en Bourgogne-Franche-Comté.



Florence LAUBIER

*Directrice adjointe, DREAL Bourgogne*

Je remercie très sincèrement Alterre pour l'organisation de cette journée. J'ai vécu l'an passé ma première conférence annuelle d'Alterre sur le thème « Décider aujourd'hui pour demain ». Le fait de m'arrêter, de prendre du recul et de m'interroger m'a été très utile par la suite.

Les inégalités environnementales constituent un concept plutôt nouveau et complexe ; j'attends donc de cette journée qu'il soit explicité. Il me semble par ailleurs que nous percevons tous les interactions entre les inégalités, sous la forme de signaux faibles qui méritent d'être approfondis pour mieux comprendre les mécanismes qui entrent en jeu dans leur globalité et pour mieux agir – et je porte très fortement ma demande sur ce point. Je l'illustrerai par quelques exemples.

Dans le domaine du logement, nous constatons en effet un cumul des inégalités. Les ménages les plus modestes sont en effet les plus représentés dans l'habitat indigne et se trouvent donc surexposés d'un point de vue sanitaire. Souvent logés en périphérie des grands axes routiers ou de sites industriels, ces ménages se trouvent également particulièrement exposés à la pollution. Ils sont confrontés par ailleurs à la précarité énergétique, car la charge du chauffage pèse d'autant plus que les revenus sont modestes. Enfin, ils se trouvent « captifs » d'un logement n'ayant plus beaucoup de valeur.

Le logement cristallise aujourd'hui les inégalités sociales. Pour sortir de cette spirale inégalitaire, l'État soutient le logement social en délivrant des agréments – deux mille par an en Bourgogne Franche-Comté. Il soutient également la rénovation énergétique de quatre mille à cinq mille logements par an à travers l'action de l'agence nationale de l'habitat. Notre action est efficace ; elle peut sans doute encore être optimisée.

La mobilité constitue l'autre volet de la précarité énergétique, dans un contexte où le prix du carburant augmentera inéluctablement dans les années à venir. Or les ménages à revenus modestes doivent souvent se loger loin des centres de vie et des bassins d'emploi. Ils se trouvent donc à nouveau captifs, dépendants de leur véhicule. Le système inégalitaire s'auto-entretient par conséquent. Des solutions existent cependant : de nombreuses collectivités mettent en place des navettes ou des systèmes de prêt de véhicules pour les jeunes salariés ou les personnes en recherche d'emploi. L'État, la Région, soutiennent également la rénovation de certaines voies ferrées qui auraient pu être abandonnées, mais qui sont en réalité des moyens de transport essentiels pour certaines populations. Des améliorations sont également possibles dans ce domaine.

Dans le domaine de la santé, enfin, le rôle des inégalités sociales et territoriales est désormais connu, les catégories les moins favorisées cumulant de nombreux facteurs de risque. Le plan régional santé environnement, qui sera élaboré cette année, vise précisément à intégrer ces facteurs et à y apporter une réponse.

Tous ces exemples montrent que nous pouvons agir dans le bon sens, mais avons besoin d'éclairages, de méthodes, pour faire encore mieux, et pour inverser cette spirale négative en autant de synergies positives.

Cette journée s'y consacrera, et je vous en remercie par avance.



**Blandine AUBERT***Directrice régionale, ADEME Bourgogne*

À défaut d'originalité, je ferai preuve d'une grande sincérité en remerciant Alterre et son président Monsieur MASSON pour ce temps mort qui s'avérera, je l'espère, non pas « mort », mais au contraire précieux et riche en enseignements pour la suite de nos actions.

Inégalités environnementales, sociales et territoriales sont liées, comme vous l'avez dit. Ainsi par exemple, en Bourgogne Franche-Comté, la précarité énergétique atteint 34 % pour une moyenne nationale de 22 %. Elle est liée certes à notre climat, mais également à notre caractéristique rurale qui induit une dépendance à la voiture et des habitats souvent individuels donc plus énergivores. Cette précarité se cumule avec des problématiques sociales et culturelles qui renforcent les difficultés. Notre région se distingue par ailleurs par son excellence dans le domaine agricole et agroalimentaire. Ce formidable atout ne devrait-il pas nous inciter à trouver des solutions pour lutter contre la « malbouffe » qui concerne tout particulièrement les publics modestes ? Cette mauvaise alimentation est autant source de problèmes de santé publique que de bilans carbone désastreux. Quelles sont les solutions ? Comment placer ces inégalités au cœur de nos préoccupations ?

Nous avons probablement tous ici à cœur d'œuvrer au quotidien pour réussir la transition énergétique et le développement de l'économie circulaire. Ces évolutions nécessitent une transformation de notre modèle de société afin de le rendre sobre en énergie et en matière, et créateur d'activité. Or ce changement ne sera possible que si nous parvenons à réduire les inégalités et à replacer l'Homme au cœur de notre projet.

L'Agence Nationale de l'Habitat permet de réduire les inégalités énergétiques. Des politiques publiques encourageant quant à elles le recours aux produits bio et aux circuits courts dans les cantines. Nous devons aller plus loin et encore travailler sur l'accompagnement au changement des comportements, les publics les plus éloignés d'un bien-être social étant probablement les plus difficiles à atteindre.

Au-delà des politiques publiques nationales et régionales, il me semble important également de toucher les citoyens au plus près de leur quotidien, dans le cadre d'une approche intégrée. Dans ce but, le travail transversal avec les territoires doit constituer un levier de création d'activité, de changement social et d'implication des citoyens, lesquels doivent demeurer acteurs du projet de société. J'espère que cette journée permettra d'éclairer ces enjeux. Je vous souhaite des réflexions riches et utiles pour l'avenir.

## Conférences et table ronde introductives



Pierre LEFEVRE

*Journaliste, animateur de la journée*

Le thème des inégalités environnementales, sociales et territoriales se rappelle cruellement à nous cinq ans après tout juste la catastrophe de Fukushima. Nous commémorerons par ailleurs bientôt les trente ans d'une autre catastrophe, celle de Tchernobyl. Ces catastrophes ont plongé les populations des zones sinistrées dans des conditions de grande précarité. Les plus démunis sont ainsi souvent les plus touchés. La COP21<sup>2</sup> s'est achevée par ailleurs il y a presque trois mois. Elle a mis en avant la nécessité d'intégrer dans les politiques de lutte contre le changement climatique les enjeux des inégalités. Notre époque est riche de défis environnementaux importants, tels que le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et plus généralement l'effondrement des écosystèmes.

Les sciences sociales qualifient notre période d'anthropocène, ce qui signifie que l'Homme serait désormais comparable à une force géologique. Même si les géologues n'ont pas encore validé formellement ce terme, nous nous trouvons face à un tournant de l'humanité, et dans le même temps, face à une montée des inégalités au sein du territoire et entre les pays. Les populations les plus vulnérables se trouvent particulièrement affectées par le changement climatique, la pollution et la perte de biodiversité.

Il est clair aujourd'hui que la croissance verte ne pourra suffire à résoudre ce grand désordre. Nous disposons de vingt ans au maximum pour nous réorienter selon la trajectoire définie dans l'accord de la COP21, et donc contenir l'augmentation de la température mondiale à un maximum de deux degrés. Au-delà, les conséquences sur l'humanité seront considérables.

Comment les politiques publiques peuvent-elles influencer sur les questions environnementale, sociale et territoriale ? Comment mener une politique cohérente sur ces trois thèmes ?

Patrick SAVIDAN s'appliquera à définir les concepts qui entrent en compte dans la problématique des inégalités environnementales, sociales et territoriales, et les enjeux induits au niveau de l'individu.

Marie DURU-BELLAT nous présentera cette problématique dans une perspective plus internationale. Nous évoquerons notamment avec elle la question de la justice environnementale.

Avec Eloi LAURENT, nous reviendrons sur la question des territoires à travers la possibilité d'une politique sociale écologique.

## Quelle égalité ? Quelle justice voulons-nous ?



**Patrick SAVIDAN**

*Professeur de philosophie politique à l'université de Poitiers, Directeur de la revue Raison publique, Président de l'Observatoire des inégalités*

**Pierre LEFEVRE**

Pouvez-vous nous préciser comment est née l'idée d'un observatoire des inégalités? Quelle prise de conscience a prévalu à la création de cet observatoire ? Comment avez-vous intégré la philosophie dans ces débats ?

**Patrick SAVIDAN**

L'Observatoire des inégalités a pour objectif de réunir des connaissances issues de toutes les disciplines. Outre la philosophie, il fait la part belle à l'économie et à la sociologie afin d'appréhender les inégalités.

Auparavant, aucun lieu n'était consacré spécifiquement à cette question. Avec Louis MAURIN, à l'époque journaliste à Alternatives Économiques, nous avons constaté que la campagne électorale de 2002 s'organisait autour de données empiriques quasiment arbitraires, notamment concernant les inégalités de revenus entre les hommes et les femmes, le nombre de personnes considérées comme pauvres, etc. Or aucun débat n'est possible en l'absence de données communes fondant l'argumentation. Nous avons donc créé un site Internet visant à diffuser cette quantité incroyable de savoirs produits par divers instituts statistiques, des universités, des centres de recherche politique...

L'Observatoire des inégalités a rapidement reçu le soutien de la communauté scientifique et connu un succès exponentiel.

**Pierre LEFEVRE**

Les contributions proviennent-elles du milieu universitaire ?

**Patrick SAVIDAN**

Les contributions proviennent effectivement du milieu universitaire, mais également du CNRS<sup>3</sup>, de l'INSEE<sup>4</sup>... Peu importe, nous acceptons toutes les contributions à partir du moment où les données sont fiables.

**Pierre LEFEVRE**

Pouvez-vous nous donner l'adresse du site ?

**Patrick SAVIDAN**

L'adresse est la suivante : [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr). Vous trouverez également ce site en renseignant le mot « inégalité » dans un moteur de recherche.

---

<sup>3</sup> Le Centre national de la recherche scientifique est un organisme public de recherche

<sup>4</sup> L'Institut national de la statistique et des études économiques collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises



**Pierre LEFEVRE**

Afin de nous présenter la question des inégalités, peut-être pourriez-vous d'abord nous définir le concept d'égalité.

**Patrick SAVIDAN**

Les intervenants précédents ont laissé entendre que mieux connaître et comprendre les inégalités nous permettra de résoudre le problème. Il s'agit là d'un présupposé extrêmement fort. La réflexion doit peut-être porter précisément sur ce lien implicite que nous établissons un peu rapidement entre l'idée qu'il faut résoudre des problèmes de connaissance et le fait qu'il en résultera nécessairement une action. Nous avons évoqué la difficulté réelle qui se pose lorsque nous tentons de décrire de manière fine, juste et efficace les multiples niveaux d'interactions entre les différents types d'inégalités – territoriales, sociales, environnementales. La question des discriminations mériterait d'être également étudiée à cet égard, mais il est extrêmement difficile d'un point de vue méthodologique de distinguer les comportements liés à des effets discriminatoires de ceux qui découlent de variables sociales.

Certes, une partie des difficultés que nous rencontrons tient à notre manque de connaissances sur le sujet. Mais si la connaissance s'avère une condition nécessaire pour résoudre notre problème, est-elle pour autant suffisante ? Je me suis beaucoup demandé dernièrement comment un désir réel de combattre les inégalités, appuyé par des connaissances de plus en plus développées dans le domaine social et de plus en plus diffusées, débouche sur une action efficace et significative de réduction de ces inégalités. J'ai éprouvé des inquiétudes en observant d'une part la quantité de savoir qui s'accumule dans notre société autour des questions de justice sociale et d'autre part l'absence de diminution des inégalités. Ce phénomène se révèle très significatif et s'inscrit dans la durée.

Par ailleurs, le désir très fort de justice sociale dans notre société se traduit par un consensus massif, de l'ordre de 70 à 80 % d'après les études, lesquelles se corroborent quels qu'en soient la méthodologie, le contexte temporel et conjoncturel pour en arriver à ce constat : nous sommes face à un consensus progressiste sur le diagnostic et sur le type d'objectif qu'il conviendrait de viser : une société comprenant peu de pauvres, peu de riches et une classe moyenne très importante.

Ce constat est un peu troublant quand cette journée vise à améliorer notre connaissance du problème des inégalités. Il constitue une sorte de mise en garde liminaire, car au-delà de cette première question à laquelle nous nous proposons de répondre de notre mieux aujourd'hui, s'en pose une autre : allons-nous, à partir de la connaissance que nous avons accumulée, agir collectivement en tant que société, conformément à notre désir de voir la situation s'orienter dans une perspective de justice sociale ?

Je vous propose de définir quelques éléments afin de mieux comprendre comment le débat en est venu à se structurer autour des questions de justice sociale depuis la fin du XVIIIe siècle.

Les discussions sur les inégalités butent très souvent sur une opposition entre deux valeurs, celle de la liberté d'une part et celle de l'égalité d'autre part. Il semble que nous ne puissions pas jouir conjointement et pleinement de ces valeurs. Ainsi, la solution consisterait en une sorte de transaction entre la liberté et l'égalité afin de trouver un point d'équilibre. On ne pourrait donc servir la liberté que dans la limite du respect de l'égalité et inversement. Nous avons donc tendance à nous représenter ce débat à travers cette opposition. En conséquence, nous pensons que nos conflits politiques peuvent se traduire dans les termes de cette opposition. Des mouvements et des personnalités politiques seraient donc plus attachés à l'une de ces valeurs et n'hésiteraient pas par conséquent à empiéter sur l'autre.

Il s'agit là d'une erreur massive à mon sens et d'une impasse dans la mesure où la transaction ne se révélera jamais vraiment satisfaisante. Selon moi, le problème ne repose pas sur une tension entre liberté et égalité. Si ce point de vue peut certes nous permettre de comprendre certaines choses d'un point de vue analytique, il ne peut en aucun cas nous aider à agir, car nous avons historiquement résolu le problème en un sens. En effet, depuis la fin du XVIIIe siècle et durant tout le XIXe siècle, nous observons que l'idéal massivement porté dans nos sociétés

consiste à égaliser notre rapport à la liberté. La solution se trouve donc présente dans la matrice même de notre projet politique depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Cependant, un autre problème demeure extrêmement tenace, à savoir notre définition du concept de liberté. Plusieurs versions de ce dernier existent dans notre société. Qu'est-ce que la liberté sociale ? Qu'est-ce que la liberté politique ? Autour des réponses à ces questions se structurent les véritables conflits politiques. Certains pensent qu'être libre signifie n'être soumis à aucune contrainte illégitime, et les autres qu'être libre suppose bien d'autres conditions que de ne pas être empêché, telle que la possibilité d'être acteur de l'élaboration du cadre de régulation et de disposer de moyens matériels qui permettront l'exercice effectif de cette liberté.

S'opposent donc une définition négative et une définition positive du concept de liberté. Elles ne renvoient pas seulement à une préciosité philosophique, mais correspondent à des orientations différentes en termes de politiques publiques. Selon la définition négative, la loi représente une limite à ma liberté. Selon la définition positive, la loi est une condition de ma liberté. Dans le premier cas, les politiques publiques doivent être minimales ; les développer risque de réduire la liberté des individus. Dans le second, elles doivent me donner les moyens de ma liberté à égalité avec les autres. Du point de vue de la liberté positive, la liberté négative est condamnable dans la mesure où elle conduit au laisser-faire économique et social. Du point de vue de la liberté négative, la liberté positive vise à une maîtrise de soi qui implique de se conformer à des visées morales et politiques. D'une certaine manière, la liberté positive pourrait forcer les individus à être citoyens, ce qui induirait une confusion entre la morale et la politique, soit une forme de paternalisme. La liberté négative laisserait quant à elle le choix aux individus de se comporter ou non comme des citoyens, partant du principe qu'ils sont des adultes responsables.

Certes, il conviendrait de nuancer cette vision. L'opposition entre les tenants des deux partis n'est pas si tranchée dans la réalité. Ceux qui se sont appliqués à défendre la liberté négative imaginent cependant que seraient instaurées des mesures venant de l'État, visant à pallier le manque de moyens de certaines personnes afin que celles-ci puissent exercer leur liberté. Ils envisagent cette mesure uniquement dans le cas où les personnes concernées ne disposent pas de moyens suffisants du fait de l'action d'autrui. Il convient donc d'identifier le responsable de cette absence de moyens. Dans le cas d'une discrimination par exemple, une politique publique sera mise en œuvre afin d'empêcher une telle intervention arbitraire dans la vie des gens.

La question de la responsabilité de cette absence de moyens pose problème. Elle a été immédiatement interprétée en termes de responsabilité individuelle. Pour cette raison, cette question de la responsabilité individuelle s'insinue dans toutes les discussions sur les inégalités. On se demande donc si les personnes pauvres font tout pour échapper à leur condition. Cette question de la responsabilité de la pauvreté se pose notamment lorsqu'une collectivité décide de conditionner l'attribution du RSA<sup>5</sup> à l'exercice d'une activité bénévole. À l'autre versant du débat politique, si l'on estime que la pauvreté s'explique par le fait qu'un groupe d'individus très riches détient les leviers du pouvoir et exerce vis-à-vis des autres un pouvoir de confiscation, on repose également le problème en termes de responsabilité individuelle. Certes, il est possible d'imaginer qu'une personne est responsable de sa pauvreté, même si l'on sait que cette situation survient très rarement : en réalité, la pauvreté s'explique dans la grande majorité des cas par le fait que les personnes concernées n'activent pas les droits qui sont les leurs. De la même manière, on peut imaginer qu'une caste détiendrait les leviers de la vie économique et donc de la vie politique, et réorienterait les rouages de la redistribution à son avantage. Des études sur la situation en France dans les années 80 et aux États-Unis dans les années 2000, ont mis à jour la corrélation entre les intérêts visés par les politiques publiques et les intérêts des classes les plus favorisées.

Or il me semble que le problème ne peut se poser uniquement en termes de responsabilité individuelle. En effet, des individus soutiennent certaines politiques publiques ou certaines formes de politique qui s'opposent à leurs intérêts. Comment expliquer cette situation ? Des personnes qui ne font pas partie de l'oligarchie défendent pourtant les intérêts de cette caste.

---

<sup>5</sup> Le revenu de solidarité active (RSA) assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu variable selon la composition du foyer. Source : [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

Pour cette raison, le problème des inégalités ne se pose pas en termes de responsabilité individuelle, mais au niveau de la construction d'une responsabilité collective. Que faisons-nous de la société dans laquelle nous vivons ? Dans quelle direction la menons-nous, sachant que nous notons une convergence forte autour de certains idéaux fondamentaux ?

Il est possible de poser le problème des inégalités en termes de responsabilité collective afin de s'assurer que chacun dispose des moyens d'exercer ses libertés et de vivre une vie qui corresponde à ses préférences, autrement dit de se préoccuper de la valeur réelle de la liberté et non uniquement de sa valeur nominale. L'idée ici est donc de construire un projet qui fasse de cette valeur qu'est la liberté une possibilité inscrite dans la vie des individus, et non seulement une valeur théorique sans incidence réelle dans la pratique. Cette démarche passe par l'instauration de moyens visant à éradiquer la pauvreté, l'absence de formation, l'impossibilité de se déplacer, de se soigner, etc. afin d'intensifier la valeur de la liberté.

Au-delà de l'énoncé relativement simple de l'idée d'une responsabilité collective se pose la question de la possibilité ou non d'inscrire ce type d'objectif social dans la situation présente, du point de vue social, des représentations du système politique, et du point de vue de la condition temporelle. Or, comme je l'évoquais précédemment, jamais le désir de justice sociale n'a été aussi homogène et puissant, et pourtant, jamais les inégalités ne se sont creusées de manière aussi nette. Cet écart dans le champ des inégalités sociales relève de « la faiblesse de la volonté » ; malgré une volonté commune et puissante de progresser sur des questions sociales et environnementales, et une connaissance suffisante sur le sujet, nous choisissons de continuer à entretenir les inégalités.

La question de la carte scolaire illustre bien cette tendance. Nous « surdotons » nos enfants en compétences afin qu'ils surmontent une situation qui nous apparaît de plus en plus périlleuse. Un ensemble de tendances contrarie donc notre désir de justice sociale. Ce désir porte sur une égalité relative qui comprend des écarts de richesse raisonnables et représentatifs du mérite de chacun, et non sur un égalitarisme strict reposant sur un nivellement de la société.

Selon moi, les facteurs permettant d'expliquer ce phénomène tiennent en partie à une défaillance du système politique ou à une perception d'une telle défaillance. De nouveaux dispositifs viendraient plus ou moins améliorer les dispositifs précédents, mais ne produiraient pas les résultats attendus et donneraient même lieu parfois à des résultats contraires aux attentes. Nous assistons actuellement à la généralisation préoccupante du sentiment d'insatisfaction à l'égard d'un système politique usé et impuissant.

Or cette perception influe sur le rapport que les individus entretiennent avec la solidarité, car le dispositif de solidarité suppose que le système politique soit légitime et qu'il bénéficie d'une certaine confiance de la part des individus en sa capacité à utiliser de manière adéquate les ressources qui lui sont confiées. Face à cette faille, les individus ont tendance à réorienter ou réorganiser leur rapport à la solidarité. Parallèlement, les Français sont très attachés à l'idée d'un État social et aux différentes institutions et collectivités qui le représentent. L'État providence a en effet joué par le passé de manière extrêmement forte un rôle protecteur et stabilisateur. La France est particulièrement paradigmatique sur cette question, car on observe aujourd'hui de façon significative un désengagement des Français vis-à-vis des systèmes publics de protection sociale : dans la mesure où j'ai le sentiment que l'État ne joue plus le rôle attendu, je reprends en main les clés de la solidarité.

Cette situation ne signifie pas que nous sommes immoraux et que nous avons choisi l'inégalité par égoïsme. Les Français sont solidaires, mais différentes formes de solidarité entrent désormais en conflit. Nous avons le sentiment de ne pas être en mesure d'assumer la solidarité que nous devons à nos proches sans nous désengager de la solidarité publique. D'où la diminution de l'adhésion au système des aides familiales. De plus en plus de Français jugent trop importante la part du budget de l'État accordée à la protection sociale (un tiers du budget) ou estiment que le RSA<sup>5</sup> ne doit pas être augmenté.

Alors que la France résistait plutôt bien à cette analyse, l'idée que la pauvreté s'interprète en termes de responsabilité individuelle se répand désormais. Les Français rejoignent donc les Anglais dans leur manière d'analyser les causes de la pauvreté. La question de la confiance en

l'État a donc un impact sur la manière dont les individus configurent leur rapport à la solidarité et influe sur la privatisation des mécanismes de solidarité.

En outre, l'accélération du temps déjà évoquée relativement à la possibilité d'un temps mort contribue très fortement à la diffusion de la précarité sociale et psychique. Ce facteur augmente le niveau de complexité des interdépendances entre les différentes inégalités.

Les individus même les plus protégés éprouvent un fort sentiment d'insécurité et de précarité. Ils cherchent à garantir pour eux-mêmes et pour leurs proches cette sécurité qui consiste à maîtriser son lendemain d'une certaine façon. Or la plupart des Français ont le sentiment que certains ont réussi à « coloniser » leur avenir. Ils estiment que jouer le jeu de la coopération induit trop de risques quand tout le monde joue le jeu de la compétition. Par conséquent, moi aussi – comme les autres – j'ai tendance à penser que je dois m'approprier la sécurité tel un bien privé, tant que le système ne me montre pas qu'il est orienté dans la bonne direction. Or nous savons que la sécurité ne peut relever d'un bien privé. Elle ne peut croître et diminuer qu'à l'échelle collective.

### Pierre LEFEVRE

Nous avons bien compris que le fait de savoir n'engage pas nécessairement l'action. Ce point me rappelle la notion de catastrophisme éclairé énoncée par Jean-Pierre DUPUY<sup>6</sup> : nous savons qu'une catastrophe arrive, mais nous n'engageons aucune action pour la contrer. Dans votre livre, paru chez Albin Michel, *Voulons-nous vraiment l'égalité ?*<sup>7</sup>, j'ai noté la phrase suivante qui semble résumer votre propos : « Nous raisonnons sous conditions d'incertitude, en régime d'injustice ». Nous préférons donc à l'altruisme un régime plutôt assurantiel ; nous acceptons de participer au bien commun si cette démarche induit un retour sur investissement.

Mais je me demande si en tant qu'individu, j'ai réellement la liberté de choisir. Vous parliez tout à l'heure de l'école et de la question de la carte scolaire. Ai-je vraiment la possibilité de ne pas inscrire mon enfant dans une bonne école par choix politique ? Où se situent ma marge de manœuvre, ma liberté ?

### Patrick SAVIDAN

Votre question est complexe, car elle concentre l'ensemble de la réflexion que je viens de tenir. J'ai volontairement choisi d'aller au bout de la difficulté et de ne pas postuler que les individus préféreraient l'inégalité pour déterminer quel mécanisme dans notre société nous échappe et contrarie notre désir général d'égalité. J'ai tenté de montrer que ce mécanisme nous est accessible à travers le concept de responsabilité collective et non pas individuelle.

Il me semble que les problématiques sont les mêmes que dans le domaine environnemental, sur la question abstraite du rapport entre connaissance et action. Savoir que nous avons un problème n'est pas suffisant en soi : d'autres conditions doivent être réunies afin d'enclencher les actions conformes à cette croyance. Chacun peut vérifier cette évidence, notamment lors du choix d'une carte scolaire, lequel se complexifie dans la mesure où ce choix concerne une personne dont on se sent responsable. Un individu ayant des convictions fortes sur le plan du républicanisme et de la mixité sociale peut-il réellement envoyer son enfant « au charbon » au nom de ses propres convictions politiques ? Quoi qu'il en soit, je comprends son hésitation.

Pour cette raison, je me suis appliqué à montrer que la faiblesse de la volonté n'est pas une preuve d'inconséquence, ni d'irresponsabilité ou d'irrationalité, ni d'immoralité. Les individus qui font ce choix quel qu'il soit le font pour des raisons morales. La réponse en termes de politiques publiques ne doit pas culpabiliser les gens. Le fait qu'il existe de mauvais lycées ou collèges et que nous nous trouvons face à un choix de ce type constitue le véritable nœud du problème. Nous pensons que les autres jouent un jeu de concurrence et nous ne nous risquons pas par conséquent, à jouer celui de la coopération. Dans le cas de la carte scolaire, les enfants devenus

---

<sup>6</sup> Ingénieur et philosophe français.

<sup>7</sup> *Voulons-nous vraiment l'égalité ?*, Albin Michel, 2015, 350 pages

adultes pourraient reprocher à leurs parents d'avoir privilégié leurs propres convictions et donc d'avoir manqué à leurs obligations. S'installe donc une forme de justice sauvage et méritocratique au pire sens du terme, c'est-à-dire du droit d'être en concurrence parfaite avec les autres.

### Pierre LEFEVRE

Cette réflexion m'évoque la tragédie des biens communs et le dilemme du prisonnier dans la théorie des jeux : quelle stratégie individuelle adoptons-nous en fonction de la façon dont nous imaginons la stratégie de l'Autre ? Avons-nous intérêt à coopérer ou à entrer en compétition en espérant maximiser nos gains ou tout au moins limiter nos pertes ? Quand la ressource est limitée, allons-nous chercher à en tirer le gain maximal au profit d'un petit nombre ou trouver des règles communes pour en faire un usage durable au bénéfice de tous ? Cette question me permet de faire la transition avec le sujet suivant présenté par Marie DURU-BELLAT.

## Moins d'inégalités pour un monde vivable



### Marie DURU-BELLAT

*Professeur des Universités émérite à Sciences Po Paris, chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Institut de recherche sur l'éducation*

### Pierre LEFEVRE

Nous connaissons Marie DURU-BELLAT à travers ses travaux sur l'école et moins pour sa contribution sur le thème de la justice environnementale. Vous publiez notamment un ouvrage intitulé *Pour une planète équitable*<sup>8</sup>. Comment en êtes-vous venue à vous intéresser à cette question de l'environnement ?

### Marie DURU-BELLAT

J'ai longtemps travaillé sur le sujet des inégalités à l'école, lequel pose la question de la justification de ces inégalités : pourquoi certains réalisent dix années d'études après le Bac et gagnent confortablement leur vie quand d'autres obtiennent peu ou pas de diplôme et vivent dans la précarité ? Dans un livre sous-titré *Les désillusions de la méritocratie*<sup>9</sup>, je me suis attachée à critiquer l'idéologie de la méritocratie, largement mobilisée en France pour répondre à cette question. Ayant l'occasion de voyager beaucoup dans des pays pauvres, j'ai réalisé que la méritocratie ne pouvait en aucun cas justifier des inégalités. Les personnes nées dans certains un pays pauvres vivraient deux fois plus longtemps si elles étaient nées ailleurs. Les questions de justice revêtent donc une tonalité et un fond extrêmement différents si on les applique aux inégalités mondiales.

J'ai intitulé mon exposé *Moins d'inégalités pour un monde vivable* ; vivable s'entend notamment d'un point de vue écologique. Ma problématique consistera donc à considérer les inégalités mondiales comme un enjeu écologique.

---

<sup>8</sup> *Pour une planète équitable. L'urgence d'une justice globale*, Paris, éditions du Seuil, coll. La République des idées, 2014, 112 pages

<sup>9</sup> *L'inflation scolaire - Les désillusions de la méritocratie*, Seuil, 2006, 110 pages



Quel rapport peut-on établir entre les problèmes environnementaux et les inégalités mondiales ? Cette thématique apparaissait déjà dans le rapport Brundtland (1987). Des chercheurs se sont penchés depuis sur cette question, dont Eloi LAURENT, en mobilisant la notion de justice environnementale, qui repose sur une égale distribution des risques environnementaux entre les individus. Dans cette perspective, les inégalités sociales sont considérées comme une conséquence des crises écologiques.

Dans la présentation, j'adopterai la perspective inverse ou complémentaire en déterminant comment les inégalités sociales accroissent les problématiques environnementales et en y associant les questions de justice afférentes. Cet angle d'analyse consiste à évaluer le coût écologique des inégalités mondiales, ce qui soulève évidemment des questionnements d'ordre politique.

Je défendrai la thèse selon laquelle les inégalités mondiales atteignent une telle ampleur qu'elles risquent de rendre le monde invivable. Il convient donc de réduire ces inégalités, non pas par pure charité, ni même au regard d'une justice élémentaire, mais simplement pour préserver notre planète et la possibilité d'y vivre ensemble.

Les inégalités mondiales sont connues et difficilement justifiables : comment peut-on admettre que l'espérance de vie varie du simple au double selon le pays dans lequel on naît ? De nombreux chiffres circulent, parfois spectaculaires : par exemple, une étude de l'Association internationale de sciences politiques montre que 1 % de la population mondiale gagne un revenu 400 fois supérieur à celui des plus pauvres. D'après les données de la Banque mondiale, 1,4 milliard de personnes gagnent 1,25 euro par jour, soit l'équivalent du seuil de pauvreté. En France, le seuil de pauvreté est 26 fois supérieur à ce montant. De ce point de vue, la France ne compterait pas de personnes pauvres. Cette contradiction met en évidence les inégalités entre les pays, lesquelles constituent la composante dominante de l'ensemble des inégalités. En effet, les 5 % d'Indiens les plus riches disposent environ du même revenu moyen que les 5 % d'Américains les plus pauvres.

Ce phénomène se révèle relativement nouveau. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le milieu social comptait plus que le pays d'appartenance dans les inégalités. Les inégalités entre pays ont explosé avec la révolution industrielle. Aujourd'hui, environ 60 % de votre revenu dépend du pays dans lequel vous êtes nés. 20 % dépendent de votre milieu social d'origine. 80 % de votre fortune vous échappent donc entièrement. Ce constat s'avère troublant dans notre pays, où nous considérons que le mérite influe grandement sur le revenu de chacun.

Ces inégalités constituent une injustice dans la mesure où l'on ne choisit pas le pays dans lequel on naît. Or ce facteur détermine très largement le sort d'un individu. Certains économistes évoquent à ce titre une « prime à la naissance ».

En outre, tout débat sur la justice inclut la question de la responsabilité qui pose de nombreuses questions. Pourquoi certains pays sont-ils pauvres ? Quelle est leur responsabilité dans cette situation ? Quelle est la nôtre ? Peu de spécialistes oseraient avancer que nous n'en avons pas. Nos pratiques et nos politiques, telles que celles largement critiquées du FMI (Fonds monétaire international), ont accentué les difficultés des pays pauvres. En outre, une part de notre richesse s'explique par notre relation commerciale avec ces pays. Nous savons par exemple que sans les subventions versées aux producteurs locaux, le coton américain coûterait 2,5 fois plus cher que le cours mondial. Les filières de production africaines atteindraient ainsi l'équilibre économique. Par ailleurs, la libéralisation du commerce est largement asymétrique : les protections tarifaires dont se dotent les pays industrialisés coûtent aux pays les plus pauvres au moins 100 milliards de dollars, soit l'équivalent de l'aide au développement. La façon dont nous organisons le commerce, les échanges et les politiques influe donc sur les inégalités.

Leur caractère aléatoire et la responsabilité des pays riches dans cette situation constituent donc deux bonnes raisons de considérer les inégalités mondiales comme une profonde injustice. Ces questions sont largement débattues par les philosophes, notamment autour du concept de justice globale. N'étant pas philosophe, je me contenterai de schématiser les points de vue : les philosophes « étatistes » estiment que les questions de justice n'ont de sens qu'au sein d'une communauté constituée – c'est l'image du contrat social ; les inégalités « acceptables » font



l'objet d'un débat, ainsi que la manière de les gérer au mieux. Les théories de John RAWLS<sup>10</sup> admettent un certain nombre d'inégalités dans une société, si chacun a la possibilité d'atteindre une position plus favorisée, et si par ailleurs les avantages dont disposent les plus aisés sont bénéfiques à tous. Considérant que la planète ne constitue pas une société, les tenants de ce parti estiment que la question des inégalités mondiales ne se pose pas en termes de justice, même s'ils admettent que les pays les plus riches ont un devoir d'assistance vis-à-vis des plus démunis. À ce mouvement s'oppose celui des philosophes « cosmopolitistes » qui pensent le monde comme une communauté dans laquelle les individus sont interdépendants. Afin que chacun puisse vivre et évoluer, des devoirs et des normes de justice s'imposent.

Quel que soit notre positionnement dans ce débat, d'autres raisons justifient de combattre les inégalités mondiales. Celles-ci s'avèrent en effet contraires à nos propres intérêts, d'un point de vue social, économique, et écologique.

Le caractère néfaste des inégalités au sein d'un pays est désormais communément reconnu, notamment dans les analyses de Richard WILKINSON<sup>11</sup>, lesquelles démontrent que les pays qui présentent des inégalités importantes rencontrent des difficultés nombreuses dans le domaine de la santé publique, de la cohésion sociale, etc.

Au niveau de la planète, les inégalités sont connues de tous y compris des pauvres qui contemplent le spectacle des sociétés riches à la télévision. Je me suis souvent demandé quel pouvait être leur ressenti face à ces écarts. Peu d'études empiriques portent sur cette question. Il ne fait pas de doute que la globalisation et la diffusion de l'information changent les références à l'aune desquelles on se juge relativement pauvre. Nous devons en conséquence nous attendre à des mouvements migratoires croissants. Branko MILANOVIC, économiste de la Banque mondiale, démontre que la solution la plus rationnelle pour améliorer ses conditions de vie consiste à migrer afin de bénéficier de la « prime à la naissance » attachée à certains pays. Il cite une étude de la Banque mondiale, où il a été demandé à des habitants de pays pauvres s'ils émigreraient s'ils en avaient le droit légal. Plus de la moitié des personnes ont répondu par l'affirmative. Leur point de vue se justifie totalement sur le plan rationnel. Or, comme nous le constatons actuellement, les migrations suscitent des politiques de repli, parfois racistes ou discriminatoires.

Longtemps les économistes libéraux ont défendu les inégalités, dès lors que tout le monde a la possibilité d'améliorer sa condition et que s'exerce une concurrence « non faussée ». Les inégalités traduiraient la bonne santé d'une économie. Pendant longtemps, l'effet de ruissellement a été mis en avant, selon lequel l'enrichissement des riches profiterait également aux plus pauvres. La meilleure façon d'aider ces derniers consisterait donc à favoriser la croissance. Dans ce but, il a donc été décidé d'alléger la pression fiscale sur les plus riches. Aujourd'hui, ces thèses sont largement discutées, notamment par Joseph STIGLITZ<sup>12</sup>, dans *Le prix de l'inégalité*, où il montre que les inégalités déstabilisent l'économie et la rendent moins efficace. Selon lui, elles ont joué dans la crise financière de 2008 et ont également participé à la perte de confiance dans l'idéal américain d'égalité des chances. Joseph STIGLITZ souligne également l'existence d'une course en avant dans la consommation, chacun cherchant à imiter le mode de vie des plus riches.

Aujourd'hui, nous ne croyons plus que les inégalités favorisent la croissance ni que la croissance soit essentielle et suffisante pour réduire celles-ci. De nouveaux concepts sont donc avancés par les organisations internationales, comme la croissance inclusive.

Les conséquences économiques des inégalités ont été largement étudiées par des économistes du développement. À ce titre, Jean-Michel SEVERINO décrit le modèle « du pauvre vers le riche » : les pays riches font fabriquer des produits dans les pays où le coût de la main-d'œuvre est faible, comme en Asie. Les producteurs seront mal payés et le marché intérieur ne pourra se développer en raison de la priorité à l'exportation. Dans les pays riches, les consommateurs

---

<sup>10</sup> Philosophe américain (1921-2002), a écrit *Théorie de la Justice* en 1971

<sup>11</sup> Épidémiologiste anglais, auteur notamment de *L'égalité, c'est la santé*, Paris, Demopolis, 2010.

<sup>12</sup> Économiste américain, a écrit notamment *Le prix de l'inégalité* en 2012

seront satisfaits de trouver des produits à bas coût, mais le chômage augmentera du fait des délocalisations. Ce modèle du pauvre vers le riche, solidement ancré dans les inégalités entre pays se révèle donc insoutenable.

Ces inégalités entre pays s'avèrent également insoutenable pour la planète dans la mesure où elles accroissent les problèmes environnementaux. En effet, les inégalités augmentent la pression à la consommation pour tendre vers la norme de pays les plus riches, ce qui entretient une spirale sans fin de croissance économique, de destruction des ressources et de pollution. Avec la mondialisation, le style de vie des pays riches menace de se diffuser et d'entretenir une course en avant au niveau mondial, qui s'avérerait ruineuse et insoutenable pour la planète. Ce point de vue nécessite que l'on admette le caractère limité des ressources naturelles et l'interdépendance entre la situation des plus riches et celle des plus pauvres. Par exemple, si l'on généralise l'utilisation des agro carburants, ou si les Indiens ou les Chinois se mettent à consommer massivement de la viande, le prix des céréales en est impacté. Cette situation a déjà débouché, il y a quelques années, sur des émeutes de la faim.

Les inégalités accentuent également les problèmes écologiques dans la mesure où elles induisent des rapports de force au niveau de la planète. Les pays riches ont le pouvoir de faire traiter leurs déchets par les pays pauvres. Ces derniers n'accepteraient pas cette situation dans un rapport plus égalitaire, ni de brader à des firmes étrangères l'exploitation de leurs ressources. En outre, lors des négociations internationales, la gestion des biens communs se heurte à d'immenses difficultés du fait des inégalités entre les pays. Désormais, les pays pauvres se sont organisés et mettent en avant ces écarts de richesse pour exhorter les plus riches à assumer leur responsabilité historique dans la dégradation de l'environnement, et à considérer leurs intérêts. Qui doit être protégé du changement climatique ? Qui doit payer ? Qui doit avoir le droit de polluer ? Il s'agit là de problèmes de justice et d'enjeux politiques. Ils ne se résoudront pas facilement. Nous sommes face à un conflit qui menace de se durcir, car ces problématiques s'accroîtront dans les années à venir. Jusqu'à présent, une part croissante des pays les plus pauvres voyait sa condition s'améliorer, en moyenne, ce qui a permis de tolérer dans la mesure du possible la montée continue des inégalités mondiales. Mais la croissance ne pourra se poursuivre à l'infini. Il conviendra par conséquent de partager les ressources.

J'évoquerai pour terminer les pistes politiques susceptibles d'améliorer ce constat. Une décroissance sélective, notion très complexe et éminemment taboue pour différentes raisons devra à mon sens être envisagée. Différents moyens d'intervention existent par ailleurs. Même si nous sommes tous assez sceptiques par rapport aux « machines internationales », certaines d'entre elles mériteraient d'être amendées, comme le G20<sup>13</sup>. La société civile doit aussi se montrer capable de faire pression, notamment sur des sujets de justice fiscale. Certains Think Tanks (laboratoire d'idées) et ONG (Organisation non gouvernementale) ont réussi à mettre ces questions sur la table.

Quoi qu'il en soit, le changement ne sera possible que si les individus se mobilisent et font pression sur les États. L'information sur les causes de la pauvreté mérite d'être améliorée dans ce but. Une enquête européenne a montré en effet que les individus soutiennent davantage les politiques de redistribution dès lors qu'ils comprennent les racines sociales et économiques de la pauvreté. Un travail d'éducation doit donc être mené à différents niveaux.

### **Pierre LEFEVRE**

La théorie de Rawls indique que les individus acceptent de participer à un effort collectif sous l'effet d'une coercition. Dès lors, comment imaginer qu'une telle coercition puisse exister à l'échelle mondiale alors qu'il n'existe aucune instance globale de l'environnement ? Toutefois, le changement climatique parce qu'il touche la planète entière ne nous amène-t-il pas à faire « communauté mondiale » et à accepter des principes de justice distributive globale ?

---

<sup>13</sup> Groupe des vingt, composé de dix-neuf pays et de l'Union européenne

**Marie DURU-BELLAT**

À travers l'image du « voile d'ignorance », Rawls souligne que nous ne sommes pas responsables de l'endroit où nous naissons, mais que l'exploitation de la richesse doit bénéficier à tous. La richesse dont nous bénéficions largement par hasard induit donc des devoirs de coopération internationale. Je ne réponds pas à votre question, mais je tenais à souligner cet aspect.

Concernant la question de la coercition, il est vrai que dans une communauté constituée, nous acceptons de respecter certaines règles, comme le fait de payer des impôts par exemple. Cette coercition n'est pas absente au niveau international. Les frontières en constituent un exemple.

Les interdépendances mériteraient quant à elles d'être expliquées afin que les individus connaissent mieux les effets de leurs actions quotidiennes. Cependant, tout le monde prend conscience globalement de ces interdépendances à travers des exemples concrets, comme l'évolution du prix du baril de pétrole.

**Pierre LEFEVRE**

Vous avez évoqué le fait que les Nigériens et les Haïtiens rêvent d'habiter la France ou les États-Unis en raison des revenus élevés dans ces pays. L'indicateur de la richesse est-il le seul indicateur de bien-être valable ? La vie à Haïti par exemple, me semble offrir également des relations sociales et de la culture entre autres, susceptibles de procurer tout le bien-être nécessaire.

**Marie DURU-BELLAT**

Nous savons que le bien-être ne dépend pas entièrement de la richesse. Bien qu'étant beaucoup plus pauvres, les habitants du Costa Rica se déclarent plus heureux que nombre d'Américains. Cependant, nous ne pouvons pas justifier les situations de pauvreté en invoquant des différences de modes de vie, ce qui reviendrait à dire que les habitants des pays pauvres sont habitués à leur condition. Il convient de réfléchir et de dépasser ce cliché. Dans ce but, je fais souvent référence à l'espérance de vie. Le fait qu'elle varie du simple au double selon les pays engendre généralement une prise de conscience.

## Inégalités environnementales et bien-être territorial en France

**Eloi LAURENT**

*Économiste au Centre de recherche en économie de Sciences Po  
Enseignant à Sciences Po et à l'Université de Stanford*

**Pierre LEFEVRE**

Il ne va pas de soi pour un économiste d'intégrer les problématiques environnementales et écologiques. Nous connaissons davantage les économistes comme des mathématiciens mettant en œuvre de grands modèles dans une volonté prédictive, presque scientifique. Comment s'est produit chez vous ce basculement vers ces problématiques ?

**Eloi LAURENT**

L'école classique anglaise s'est construite sur le principe d'un développement économique sous la contrainte de l'avarice de la nature. David RICARDO<sup>14</sup> et Thomas MALTUS<sup>15</sup> entre autres pensaient l'environnement à travers cette problématique. Au milieu du XIXe siècle, John STUART MILL<sup>16</sup> envisageait déjà la perspective de la décroissance. Il s'agit donc de redécouvrir des pensées un temps oubliées.

J'ai travaillé à mes débuts en tant que macro-économiste sur la question européenne. À cette occasion, j'ai pris conscience de l'importance du rôle de l'Europe dans la lutte contre le changement climatique. Je me suis donc intéressé à la politique climatique puis à la question des inégalités environnementales, et à la social-écologie.

Dans cet exposé, je présenterai le lien entre les inégalités environnementales, sociales et territoriales en France. Dans ce but, je définirai d'abord le concept d'inégalité environnementale dans le champ plus large de l'inégalité sociale et de l'injustice. Je vous proposerai ensuite une typologie des inégalités environnementales en France, en montrant comment il est possible d'augmenter la connaissance dans ce domaine afin de réduire ces inégalités. Je relierai ensuite ces réflexions à la question du bien-être territorial.

Cette problématique de l'inégalité s'inscrit dans le cadre de ce que j'ai nommé l'approche social-écologique, visant à établir que les crises écologiques concernent notre planète et notre vie quotidienne. Elles ne relèvent pas des sciences dures, mais des sciences sociales et nécessitent d'être pensées comme telles. Certes, les spécialistes du climat nous renseignent sur le changement climatique en cours, mais les sciences sociales seront les plus à même de comprendre les mécanismes en jeu et de résoudre les problèmes. Les crises écologiques relèvent de dynamiques d'inégalité, de revenus et de pouvoir. Leur solution passe par la constitution d'institutions à même de réorienter les sociétés qui les engendrent.

La relation social-écologique fonctionne à double sens : les dynamiques sociales nourrissent les crises écologiques (social-écologie intégrée) et les crises écologiques aggravent en retour les inégalités sociales (social-écologie différentielle). Différents mécanismes d'inégalité engendrent des crises écologiques. Je les ai analysés et ai dénombré cinq canaux de transmission qui lient les inégalités sociales et la crise écologique (*Social-écologie*<sup>17</sup> et *Pour une transition social-écologique*<sup>18</sup>). La social-écologie différentielle montre quant à elle que l'impact des crises écologiques n'est pas homogène socialement.

La philosophie générale de mes travaux est donc la suivante : nous avons une bonne raison environnementale de réduire nos inégalités sociales, et une bonne raison sociale d'atténuer nos crises écologiques du fait du caractère intimement lié de ces phénomènes.

D'un point de vue empirique, les inégalités environnementales se caractérisent par l'observation d'une disparité ou d'une différence. Elles se traduisent par une injustice sociale dès lors que le bien-être et les capacités d'une population particulière sont affectés de manière disproportionnée par les conditions environnementales, même si ces dernières résultent d'un choix. Ainsi, même si vous choisissez d'habiter à côté d'une centrale nucléaire en raison d'un prix du foncier modéré, vous subissez des conditions environnementales d'existence qui dégraderont peu à peu votre bien-être et vos capacités. Les pouvoirs publics doivent donc s'intéresser à cette situation d'injustice sociale.

Les conditions environnementales d'existence désignent, de manière positive, l'accès aux aménités (espaces verts...) et aux ressources naturelles (énergie, eau, alimentation...). Ces

---

<sup>14</sup> Économiste britannique (1772-1823)

<sup>15</sup> Économiste britannique (1766-1834)

<sup>16</sup> Philosophe et économiste britannique (1806-1873)

<sup>17</sup> *Social-écologie*, Flammarion, Paris, 2011, 230 pages

<sup>18</sup> *Pour une transition sociale-écologique : Quelle solidarité face aux défis environnementaux ?* Éloi Laurent, Philippe Pochet, Les Petits Matins, 2015, 80 pages

dernières s'imposeront de plus en plus nettement comme un facteur fondamental d'inégalité environnementale. De manière négative, les conditions environnementales d'existence désignent l'exposition au risque et aux nuisances environnementales (pollution atmosphérique, des sols, de l'air intérieur, etc.).

La population en question peut être caractérisée selon différents critères – sociaux, démographiques, territoriaux, etc.

La justice environnementale est née aux États-Unis dans les années 80, dans la foulée de la lutte pour les droits civiques. Les Afro-américains ont pris conscience des discriminations à leur rencontre et que des déchets toxiques étaient déversés à proximité de leurs habitations. Leurs enfants développaient des cancers cent fois plus prévalents que dans le reste de la population. Des études ont donc été menées afin de déterminer quelles personnes vivaient à proximité des sites dangereux. Des inégalités immenses ont été enregistrées, du point de vue de l'ethnicité et du niveau social. L'idée est donc née qu'un État qui ne prendrait pas en compte la dimension environnementale à la fin du XXe siècle raterait une partie importante de sa mission, et que par conséquent, la justice environnementale devait s'intégrer à l'arsenal des politiques publiques. Cette idée s'est confirmée à mesure que les crises environnementales se sont multipliées par la suite.

La justice environnementale consiste à repérer, mesurer et corriger les inégalités environnementales qui se traduisent par des injustices sociales. Elle suppose l'adoption d'un arsenal efficace de politiques publiques au niveau national et territorial, incluant des moyens de recherche conséquents. Cette tendance s'esquisse en France, mais de manière encore trop timide.

La justice environnementale imbrique deux thématiques majeures : l'impact important des déterminants sociaux sur la santé et l'interaction de ces déterminants sociaux avec les déterminants environnementaux. De plus en plus de grands programmes de recherche au niveau national et international montrent l'influence des conditions sociales et environnementales sur la santé, déjà mise au jour par Hippocrate, ainsi que l'inégale répartition des conditions environnementales.

Les inégalités environnementales peuvent résulter de l'exposition et de l'accès. Du fait de l'inégale répartition de la qualité de l'environnement entre les individus et les groupes, la qualité en question peut être négative (exposition à des impacts environnementaux néfastes) ou positive (accès à des aménités environnementales telles que les espaces verts, les paysages, mais aussi l'eau ou l'énergie). Ces inégalités peuvent également découler des effets distributifs des politiques environnementales. Une fiscalité sur l'énergie par exemple, visant à atténuer le changement climatique, aura un impact beaucoup plus important sur les catégories sociales les plus modestes que sur les plus aisées. Taxer les énergies sans prendre en compte cet aspect contribue donc à alimenter les inégalités. Enfin, ces inégalités environnementales résultent de l'inégale participation des individus aux politiques publiques. L'accès égal à la définition des politiques environnementales dépend en effet du statut social et politique : il est beaucoup plus facile d'installer un incinérateur extrêmement polluant en Seine-Saint-Denis par exemple, qu'au milieu du XVIe arrondissement de Paris, du fait de cette inégale participation aux politiques publiques.

Les vecteurs d'inégalité peuvent être liés à la pollution extérieure ou intérieure. Cette dernière s'avère la plus nocive et cause la mort de millions de personnes dans le monde en développement (usage de fours défectueux et de combustibles solides pour cuisiner). Concernant la pollution extérieure, nous vivons actuellement un scandale sanitaire majeur en France sur la question des particules fines. L'exposition à cette pollution diffère au sein des espaces urbains et impacte fortement la santé ou plus exactement la survie de plus de quarante mille personnes par an en France – les « nouveaux morts de la route ». Ce point mériterait donc d'être davantage pris en considération dans les politiques publiques.

La pollution peut également être liée au milieu de vie, de travail ou de loisir, avec le problème du bruit qui entre en compte dans les maladies cardio-vasculaires et tue ainsi des dizaines de



milliers de personnes en Europe. Les pollutions chimiques, avec notamment les perturbateurs endocriniens, augmentent également en France.

L'INSEE vient par ailleurs de sortir une étude<sup>19</sup> démontrant que l'écart d'espérance de vie s'accroît entre les cadres et les ouvriers. Il atteint à ce jour six ans.

L'inégal accès aux ressources constitue également un vecteur important d'inégalités, notamment dans le domaine de l'énergie (logement et mobilité) et de l'alimentation. La question de la justice alimentaire est peu considérée à ce jour en France, alors qu'elle détermine des pathologies telles que le diabète qui se répercuteront sur l'évolution des enfants. L'accès aux produits frais constitue donc un enjeu social majeur.

Enfin, l'exposition aux risques dits « naturels » représente également un vecteur d'inégalité. Ces risques sont certes naturels, même s'ils résultent de plus en plus souvent de l'action de l'Homme, mais leur impact ne l'est pas – nous le savons depuis 1755, avec le débat entre Rousseau et Voltaire sur le tremblement de terre de Lisbonne. Rousseau avait raison : c'est bien la façon dont les Hommes organisent leur société qui détermine l'impact des catastrophes.

Le critère d'inégalité varie en fonction de l'âge : lors de la canicule de 2003, 90 % des victimes étaient âgées de plus de 65 ans. Cette problématique doit être traitée en urgence en raison de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des canicules à venir. Le niveau socio-économique compte également parmi ces critères : le fait d'habiter au rez-de-chaussée dans le cas d'une inondation ou sous les toits dans le cas d'une canicule augmente la vulnérabilité face à ces phénomènes. La qualité du logement entre également en compte : à cet égard, la pollution de l'air intérieur frappe les plus pauvres en raison de l'insalubrité. Le quartier dans lequel on vit constitue également un critère d'inégalité : des études montrent que les enfants des familles modestes de Marseille ou de Lille sont plus exposés à la pollution aux particules fines et donc à des conséquences sociales durables. En outre, cette pollution impacte la gestation des mères ; l'inégalité sociale se transmet donc via le problème de la qualité de l'environnement. Enfin, le territoire représente également un critère d'inégalité : les zones côtières (tempêtes) et zones urbaines (canicules).

Si nous croisons les différentes typologies énoncées ci-dessus, nous en arrivons à la conclusion que l'inégalité environnementale subie lors d'un pic de pollution aux particules fines par un enfant parisien habitant à proximité du périphérique est une inégalité d'exposition. La pollution atmosphérique constitue son vecteur. L'âge, le quartier et le territoire constituent ses critères.

Le projet Equit'Area dirigé par Denis ZMIROU<sup>20</sup>, vise à établir une cartographie des inégalités environnementales et démontre le lien entre la défaveur sociale et l'exposition à un certain nombre de pollutions, lequel influe sur le devenir social. Par ailleurs, une cartographie du bruit routier a été établie pour la ville de Paris. Comme dans beaucoup d'autres villes, la zone proche du périphérique est surexposée au bruit. En résultent différents troubles et pathologies. La question des pics de pollution à Paris a également été étudiée par l'équipe de Denis ZMIROU. Tous les quartiers sont exposés à ces pics, mais les habitants des zones les plus riches sont plus résistants du point de vue de la santé et bénéficient d'un meilleur accès aux soins que ceux des quartiers pauvres. L'exposition équivalente ne se traduit donc pas par une sensibilité équivalente à la pollution. En outre, l'un de mes étudiants de Stanford a réussi à dresser une carte de la répartition des espaces verts à Paris, laquelle montre le rapport entre le niveau social et ce type d'aménité.

Concernant par exemple les inondations dans le Sud-Est, la situation de risque social-écologique existait déjà avant la survenue du phénomène. La fréquence et l'intensité des inondations se sont renforcées du fait du changement climatique d'une part et de l'urbanisation d'autre part. Le caractère social-écologique de la situation s'est renforcé après l'impact, étant donné que celui-ci s'est réparti sur les individus en fonction de leur position sociale et géographique, de leur faculté

---

<sup>19</sup> Consultable à l'adresse [www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=ip1584](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1584)

<sup>20</sup> Épidémiologiste de l'environnement, Professeur de santé publique à l'Université de Lorraine



ou non de résilience grâce à des mécanismes d'assurance et à des liens sociaux. Ainsi se transforme un risque naturel en une problématique social-écologique.

Par ailleurs, la superposition de la carte présentant l'exposition au risque climatique et de la carte montrant la répartition du nombre de personnes isolées de plus de 65 ans en France, aboutit à la carte du risque social-écologique en France dans le cas d'une canicule, laquelle doit servir de base à la construction des futures politiques publiques en la matière. Dans le cas contraire, de nombreuses personnes trouveront encore la mort dans les vingt ou trente années à venir.

Comment cette analyse détermine-t-elle une nouvelle politique territoriale ? J'ai réalisé en 2013 un rapport<sup>21</sup> pour le Ministère de l'égalité des territoires et du logement – dénomination disparue aujourd'hui, au profit de celle de ministère de l'Aménagement du territoire. À cette occasion, j'ai tenté de définir l'égalité des territoires en considérant que ces derniers constituent des vecteurs ou des entraves par rapport à la capacité des habitants. Les politiques territoriales doivent donc être reconstruites au vu de l'enjeu de l'égalité des territoires ; dans ce contexte, les inégalités environnementales sont absolument critiques. Nous avons donc dégagé une priorité, également partagée par Julien CAUDEVILLE à l'INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques) à savoir la création d'un centre d'analyse et de prévention des inégalités environnementales rassemblant les compétences et les savoirs en matière de santé et de justice environnementale. L'objectif est de mettre ces savoirs à disposition des citoyens et des territoires et d'instiguer un travail sérieux sur le sujet.

À ce jour, les pouvoirs publics ne semblent pas spécialement intéressés par cette idée. Quoi qu'il en soit, celle-ci s'imposera très prochainement du fait de la gravité des crises écologiques à venir. Nous devons construire une résilience territoriale. Dans ce but, le bien-être dans les territoires doit pouvoir résister au choc. La capacité de résilience d'un territoire dépend de sa vulnérabilité et de sa réactivité. Dans le cadre des exercices de simulation sur la crue centennale de la Seine par exemple, il est apparu que la ville de Paris est plus exposée et plus sensible qu'elle ne l'était en 1910 à un tel phénomène, et donc plus vulnérable.

Je vous signale pour compléter cette réflexion deux parutions récentes : les actes d'un colloque traitant de ces questions d'inégalités environnementales dans le cadre de la deuxième édition du Forum annuel du bien-être territorial<sup>22</sup> et un numéro de la revue de l'OFCE sur les instruments de mesure du bien-être et de la soutenabilité dans les territoires français<sup>23</sup>, tenant compte de la question environnementale. Ces documents sont disponibles sur Internet et gratuits.

### **Pierre LEFEVRE**

Comment peut-on agir au niveau national pour résorber les inégalités environnementales ? L'instauration d'un grand ministère de l'Environnement et du développement durable, couvrant à la fois notamment les problématiques du logement, du transport et de l'environnement, a échoué comme vous l'avez souligné. Comment trouver une cohérence dans les différentes politiques nationales ? En ce qui concerne les liens entre santé et environnement par exemple, ne faudrait-il pas associer le Ministère de la Santé aux débats sur les politiques environnementales ? Comment parvenir à cette cohérence globale, compte tenu des périmètres des différentes institutions ?

### **Eloi LAURENT**

Ce ministère chapeaute désormais la question de l'énergie, qui se trouve donc liée à la problématique climatique, ce qui paraît cohérent. Auparavant, la question énergétique était liée à

---

<sup>21</sup> *Vers l'égalité des territoires - Dynamiques, mesures, politiques*, 2013, 534 pages.

Consultable à l'adresse <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/134000131/>

<sup>22</sup> Consultable à l'adresse <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED137.pdf>

<sup>23</sup> Consultable à l'adresse <http://www.ofce.sciences-po.fr/blog/mesurer-le-bien-etre-et-la-soutenabilite-un-numero-special-de-la-revue-de-lofce/>

l'économie et à l'industrie, et la question climatique à l'environnement. Pour le reste, vous avez raison.

La cohérence entre les politiques publiques passe non pas par la fusion des ministères, mais par le recours à des structures plus légères. Pour cette raison, j'ai évoqué une structure qui servirait de centre d'analyse interministériel. Les lois peuvent également participer à cette cohérence. La loi Santé en représentait une belle occasion. Malheureusement, le lien entre santé et environnement y est peu évoqué. L'égalité des territoires peut également être abordée au niveau territorial. En outre, la question des inégalités environnementales est placée au cœur du plan national Santé Environnement. Ce sujet peut donc être traité de multiples façons.

### **Pierre LEFEVRE**

Le géographe Emmanuel Vigneron dans son étude sur les inégalités de santé dans les territoires français (Elsevier Masson) soulignait la façon trop unilatérale et globale dont s'étaient opérées les recompositions et les fermetures des établissements de soins depuis 1995. Il en appelait à une analyse plus fine, territoire par territoire, et à la création d'exception territoriale pour déroger aux principes aboutissant parfois à la fermeture d'un centre de soin afin de garantir l'égalité de tous devant le service de santé.

### **Eloi LAURENT**

Certes, l'action publique a du retard sur ces sujets. À cet égard, je crois beaucoup plus à l'agilité des territoires qu'à celle de l'État. J'attends beaucoup par ailleurs des nouveaux indicateurs.

### **Pierre LEFEVRE**

Patrick SAVIDAN, je souhaite revenir sur les questions de justice climatique et plus largement de justice environnementale. Qu'évoquent-elles pour un philosophe, tenant compte du fait qu'inégalité et liberté vont de pair ?

### **Patrick SAVIDAN**

Je n'apporterai guère d'éléments nouveaux sur cette question. Nous voyons bien que les deux conceptions de la liberté que j'ai présentées supposent qu'un certain nombre de conditions soient réunies pour qu'elles puissent s'exercer pleinement, dont la condition environnementale. Je citerai également la condition temporelle à cet égard : en effet, tout le monde n'a pas la possibilité de déléguer certaines tâches et de résister au rythme de l'obsolescence technologique entre autres. Cette variable importante a longtemps été mésestimée. Le féminisme a permis de fortement avancer sur cette question.

Les politiques publiques doivent tenir compte de l'ensemble de leurs répercussions sur les différentes populations, qu'elles portent sur le domaine fiscal, environnemental, scolaire... Un centre tel qu'évoqué par Eloi LAURENT pourrait contribuer à faire avancer la réflexion sur un mode beaucoup plus opératoire.

### **Pierre LEFEVRE**

En matière de fiscalité environnementale, différentes solutions sont envisagées pour les populations les plus vulnérables, notamment par rapport à l'énergie. Comment éviter que les dispositifs créés ne se révèlent pas de véritables « usines à gaz » une fois instaurés ?

### **Eloi LAURENT**

Les politiques fiscales sont complexes, car elles doivent prendre en compte toutes les situations existantes. Or notre société est beaucoup moins homogène socialement qu'il y a quarante ans. Il n'est pas pour autant impossible d'élaborer une fiscalité carbone juste. À cet égard, les pays nordiques ont instauré des fiscalités carbone dès les années 80. Aujourd'hui, le prix de la tonne de carbone atteint plus de 100 euros en Suède. La France vise quant à elle un prix de 17 euros. Le marché européen s'établit à 5 euros quand les études nous recommandent un prix d'environ

45 euros la tonne de CO<sub>2</sub> (dioxyde de carbone, un gaz à effet de serre) pour parvenir à prendre en compte les dommages du changement climatique.

Les inégalités n'ont pas explosé en Suède du fait de cette taxe, car celle-ci a fait l'objet d'un aménagement social. Un tel aménagement avait été prévu dans la taxe carbone française, censée être progressive pour les trois premières tranches de revenu, grâce au principe de redistribution par le biais du chèque énergie. La question du lieu de vie avait en outre été prise en compte. Elle a cependant été retoquée par le Conseil constitutionnel fin 2008, pour des motifs très contestables, puis abandonnée par le gouvernement Fillon / Sarkozy en raison de cette décision.

Il est tout à fait possible d'élaborer une fiscalité carbone non régressive, voire progressive sur le plan social.

### **Pierre LEFEVRE**

La possibilité de taxer l'énergie et de détaxer parallèlement l'emploi (double dividende) pour améliorer la compétitivité des entreprises avait été proposée par Jean-Charles HOURCADE dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le changement climatique de Rio. Qu'en pensez-vous ?

### **Eloi LAURENT**

Le double dividende n'a pas été inventé par Jean-Charles HOURCADE. Il s'intègre dans la théorie de la fiscalité carbone depuis longtemps et correspond à l'idée qu'une taxe peut produire un double bénéfice – la réduction d'une nuisance environnementale et une baisse de la fiscalité concernant des éléments positifs tels que le revenu et le travail. La prise en compte des questions environnementales à travers le double dividende a permis une baisse des émissions de gaz à effets de serre en Suède ainsi qu'une hausse de l'emploi et de la croissance économique – mais je ne crois pas à la validité du concept de croissance économique.

## ***Échanges avec la salle***

### **Philippe MOUGEL**

Ma question concerne l'actualité : assistons-nous à la crise du système autoritaire et des politiques publiques (logique verticale) face à la montée exponentielle de l'économie collaborative et coopérative (logique horizontale) qui s'appuie sur l'Internet et les plates-formes collaboratives, les réseaux sociaux, etc., et apporte des réponses en termes de résilience et d'agilité ? Ces deux paradigmes sont voués à coexister désormais, mais le second dominera l'autre, me semble-t-il.

### **Patrick SAVIDAN**

La distinction entre liberté positive et liberté négative a pour but de trancher cette question de l'autorité. Vous semblez la considérer plutôt comme confiscatoire, éloignée de la réalité et immobile par comparaison à des territoires plus toniques, plus proches du terrain et plus aptes à résoudre les difficultés. Or il me semble que les nouvelles formes d'organisation que nous voyons naître actuellement n'excluent pas des formes d'autoritarisme. Elles se passent en outre de l'autorité de l'État, qui a aussi vocation à combattre l'arbitraire et les injustices et à protéger les individus.

Votre question porte aussi sur cette forme nouvelle de latéralisation de l'activité économique et sociale. Cette tendance me semble intéressante, mais également symptomatique d'une partie du diagnostic que j'ai présenté précédemment. Les individus s'auto-organisent, car ce fonctionnement leur semble le mieux indiqué pour atteindre leurs objectifs, mais aussi et de façon plus négative, afin de régler des problèmes qui ne sont plus résolus par ceux qui ont vocation à le faire. Les individus se désengagent en conséquence et tentent d'agir autrement.

L'ubérisation de l'économie<sup>24</sup> relève de cette logique. Elle témoigne certes d'une prise en main d'initiatives sociales et personnelles, mais peut dans le même temps générer des effets pervers d'autant plus importants que le système ne comporte aucun moyen de recours (Code du travail...). L'État, en tant que système juridique permettant de protéger les droits et les libertés, me paraît nécessaire. Il convient néanmoins de comprendre précisément les raisons du développement de ce type d'économie et de solidarité.

### Eloi LAURENT

Au niveau des territoires, l'action publique peut parfaitement être réalisée au plus proche de la réalité des gens. Nous pouvons imaginer une action publique réinventée gardant une certaine forme « d'horizontalité dans la verticalité », au sens de l'action des territoires. Aujourd'hui, les politiques publiques territoriales ayant un rapport avec le bien-être humain représentent environ 60 % des dépenses sociales. Les échelons territoriaux ont donc un rôle majeur dans ce domaine. Il convient par ailleurs de maintenir une certaine « verticalité dans l'horizontalité ». En effet, les plates-formes collaboratives n'ont pas que du positif. La Silicon Valley<sup>25</sup> est en réalité composée de monstres froids qui vendent l'idée de l'initiative individuelle, contrôlent toutes les données personnelles, refusent de payer leur impôt à la collectivité qui les a engendrés, et sont entièrement fermés au gouvernement fédéral américain. À ce titre, Apple est maintenant capable de résister à ce dernier sur la question du terrorisme. C'est dire la puissance inouïe que ces entreprises ont acquise.

Dans mon livre<sup>26</sup> sur la question des mythologies économiques, je dénonce le « capitalisme de passager clandestin », soit le fait que des entreprises comme Uber investissent les marchés en violant les règles et en innovant sur le plan fiscal. Elles profitent des infrastructures et des biens communs sans participer à leur financement et leur entretien et délogent des personnes qui respectent les règles. Comme le disait Patrick SAVIDAN, cette tendance est révélatrice d'une société qui n'a plus confiance en ses politiques publiques. Or le capitalisme de passager clandestin est précisément en train de saper le système de politiques publiques.

### Pierre LEFEVRE

Beaucoup d'entre nous pourtant utilisent Airbnb par exemple, Uber ou autres. La majorité des gens adhèrent donc à ces systèmes.

### Eloi LAURENT

Le fait de les utiliser ne signifie pas qu'on y adhère. Les gens sont parfois contraints d'utiliser ces services. C'est tout le problème de ces entreprises qui se développent sur fond de crise sociale. Il est donc important d'informer le public sur les problèmes d'évasion fiscale qui découlent de ces systèmes. Quand j'ai appris que Google délocalisait massivement dans les paradis fiscaux, mon image de cette entreprise s'est beaucoup dégradée. Or l'image constitue le principal capital de cette entreprise, c'est pourquoi Google change actuellement sa stratégie sur ce sujet.

### Pierre LEFEVRE

Il me semble que j'ai une certaine responsabilité dans la situation à partir du moment où j'utilise Airbnb ou Uber.

### Patrick SAVIDAN

L'adhésion et la responsabilité sont deux éléments distincts et ne vont pas toujours de pair. Je partage totalement le diagnostic Eloi LAURENT sur ce point. La personne qui peine à trouver un

---

<sup>24</sup> L'ubérisation, du nom de l'entreprise Uber, est un phénomène récent dans le domaine de l'économie consistant à l'utilisation de services permettant aux professionnels et aux clients de se mettre en contact direct, de manière quasi-instantanée, grâce à l'utilisation des nouvelles technologies. Source : wikipedia

<sup>25</sup> Pôle des industries de pointe situé en Californie

<sup>26</sup> *Nos mythologies économiques*, Les liens qui libèrent, 2016, 112 pages

emploi et se met à louer ses services de covoiturage tente d'améliorer sa condition avec les moyens qui sont les siens. Par ailleurs, ce mode de transport peut également être conçu comme un remède à des transports publics défaillants, ou comme un moyen de lutter contre le réchauffement climatique. Nous entrons donc dans des régimes de transaction extrêmement complexes. Il est difficile par conséquent de condamner une personne qui entretient cette économie. Nous devons néanmoins rappeler l'importance des règles en la matière, et nous demander pourquoi ces « systèmes D » connaissent un tel succès.

### **Colette VALLEE**

Le droit à vivre dans un environnement de qualité notamment sur le plan sanitaire a été inscrit dans le préambule de la Constitution depuis une dizaine d'années. J'ai le sentiment que cette inscription n'a pas été réellement été suivie d'effets. Qu'en pensez-vous ?

### **Eloi LAURENT**

La commission Coppens a effectivement inscrit un droit à l'environnement dans la Constitution<sup>27</sup>. Mais il ne s'agit pas du droit à une justice environnementale, tel qu'il est inscrit dans la constitution sud-africaine. Cette Charte de l'environnement coïncide avec un certain nombre de travaux sur la question de la santé par rapport à l'environnement. A la même époque paraissait également le premier rapport national sur cette question. On peut donc penser légitimement que la Charte de l'environnement a joué un rôle dans la prise en compte de la problématique de justice environnementale en lien avec celle de la santé. Par ailleurs, le Conseil Constitutionnel rend désormais des arrêts qui s'appuient sur la Charte de l'environnement. Il s'agit là d'une avancée non négligeable.

### **Stéphane LA BRANCHE**

Je travaille au GIEC et je suis Québécois. En Amérique du Nord, avoir recours au système D signifie que les individus résolvent les problèmes avec leurs moyens. Ce mode de fonctionnement apparaît comme positif et n'a rien à voir avec une volonté de flouer le système. Par ailleurs, je suis parfaitement d'accord avec votre approche globale des inégalités. Mais mettez-vous à la place d'un chef de service devant traiter une question sur le chauffage au bois par exemple. Il doit mobiliser des connaissances en matière d'épidémiologie, de médecine, d'énergie, de chauffage, de climat, de précarité, de bâtiment... Cette complexité n'est pas gérable, ni au niveau de la construction des politiques publiques ni au niveau de la mise en œuvre de ces politiques.

### **Eloi LAURENT**

Le GIEC a précisément pour rôle de simplifier une information terriblement complexe et qui plus est dynamique, et de transformer cet ensemble en un consensus scientifique dans le but d'aider les décideurs politiques à agir sur la question du changement climatique.

### **De la salle**

Le GIEC est bien intégré au niveau des hautes instances décisionnelles, mais il a des difficultés à s'intégrer au niveau de l'opérationnalité des actions.

### **Patrick SAVIDAN**

Les décisions se prennent également de manière ascendante. Certes les questions environnementales comme les questions sociales relèvent d'une extrême complexité. Concernant ces dernières, je constate qu'une grande partie du savoir est liée à des pratiques. Il convient de ne pas trop opposer la théorie à la pratique qui s'avère bien souvent experte. Néanmoins, sur des problèmes émergents, de nombreuses connaissances nécessitent encore être diffusées, d'où la création de l'Observatoire des inégalités.

---

<sup>27</sup> La Charte de l'environnement a été adossée à la Constitution en 2005

**Pierre LEFEVRE**

Il est difficile toutefois de gérer des savoirs techniques, sociaux, politiques...

**Marie DURU-BELLAT**

Nous ne sommes pas dans une république des savants. La science présente les moyens de parvenir à un objectif, mais les politiques publiques effectives peuvent résulter d'intérêts divergents. Nous savons ce qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour favoriser la mixité sociale à l'école, mais ce but n'est pas désiré ni favorable pareillement à tout le monde. Des rapports de force entrent en jeu. Il en va de même dans les domaines climatique et environnemental.

**Benjamin LEGER**

Je travaille pour Bourgogne Coopération qui œuvre dans le domaine de la coopération internationale et sur l'éducation à la citoyenneté mondiale. Pourquoi entendons-nous rarement parler de seuil de richesse ? Des études ont montré que la richesse se « tassait » lorsque les salaires atteignaient un certain niveau. J'imagine que la plus-value à investir sur notre sécurité se tasse elle aussi passé un certain stade.

**Patrick SAVIDAN**

La question des seuils hauts de richesse a donné lieu à de nombreuses discussions. Les catégories que j'évoquais tout à l'heure permettent en un sens d'éclairer cette difficulté. Il importe d'essayer d'égaliser la valeur de la liberté par le biais de politiques correctrices. À mon sens, régler le problème des hauts salaires aurait un intérêt du point de vue moral, mais ne résoudrait en rien notre problème. Toute la société doit en effet prendre en charge le coût de la vie collective, et non une seule classe, même si celle-ci est plus responsable que les autres dans la production de la pauvreté.

**Marie DURU-BELLAT**

Il s'agit là d'une question d'ordre philosophique. Personne ne se considère comme suffisamment heureux avec ce dont il dispose. Nous apprenons en effet aux enfants à vouloir toujours plus, en leur offrant quantité de cadeaux par exemple. Nous vivons dans une société matérialiste. Toutefois, la satisfaction ralentit à mesure que la richesse augmente. Il convient certainement d'apprendre aux enfants que la richesse peut, au-delà d'un certain seuil et dans certains cas rendre malheureux.

**Eloi LAURENT**

Le revenu maximum est souvent évoqué, contrairement à ce que vous pensez. Dans le cadre de mon enseignement, j'explique à mes étudiants que le produit intérieur brut n'a plus de sens, que la croissance économique ne doit plus servir d'étalon de l'action publique et que le bien-être et la soutenabilité doivent être mis en avant et mesurés au moyen d'indicateurs précis. La courbe logarithmique représentant la satisfaction en fonction de la richesse montre que la richesse n'a plus aucun effet sur le bonheur déclaré à partir d'un certain niveau. Les rendements du revenu sur le bonheur sont donc décroissants. Les dégradations environnementales induites lorsque le salaire atteint quinze ou vingt mille dollars s'avèrent donc totalement inutiles du point de vue du bonheur qu'apporte le revenu supplémentaire. Cette courbe démontre donc la nécessité d'abandonner le produit intérieur brut en tant qu'indicateur. En ce sens, le revenu maximum est largement débattu.

En outre, la littérature relative à la revitalisation de l'économie des inégalités, relancée par Thomas PIKETTY<sup>28</sup> se concentre trop sur les revenus importants et devrait se focaliser davantage sur les revenus moyens et modestes.

---

<sup>28</sup> Économiste français, chercheur en sciences sociales, a écrit *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2013, 976 pages



**Patrick SAVIDAN**

La question des très hauts revenus n'est pas importante à mon sens, du moins dans la dimension opératoire. Elle ne représente qu'un élément structurel qui renvoie à un problème global de société.

Néanmoins ce pouvoir économique pose un problème fort dans son lien avec le pouvoir politique. Plus le pouvoir économique augmente, plus la maîtrise des leviers politiques augmente. Le succès du livre de Thomas PIKETTY aux États-Unis s'explique aussi par l'inquiétude croissante que suscite cette tendance oligarchique dans nos sociétés. Pourquoi tolérons-nous cette tendance dans notre société ? Ce constat nous oblige à interroger nos choix et à imaginer d'autres possibilités.

**Jacques BOCHOT**

Je fais partie d'un collectif bourguignon anti-éolien. J'estime que les élus disposent d'un pouvoir excessif dans le processus de décision relatif à l'implantation d'un parc éolien sur une commune.

**Pierre LEFEVRE**

La modernisation du droit de l'environnement initiée depuis 2012 doit aboutir cette année à un certain nombre de décrets et modifier notamment les dispositions en ce qui concerne les études d'impacts environnementales.

**Eloi LAURENT**

Je ne connais pas suffisamment ce dossier pour vous répondre. Quoi qu'il en soit, je suis totalement favorable au déploiement des énergies renouvelables en France, qui se trouve en retard sur cette thématique. Par ailleurs, j'ai souligné dans ma présentation qu'une des inégalités environnementales concernait l'inégalité dans l'accès aux politiques publiques. Cependant, je ne vous donne pas raison pour autant.

**De la salle**

Ma question s'adresse à Eloi LAURENT : pouvez-vous définir la soutenabilité ?

**De la salle**

Vous avez évoqué l'ingénierie des territoires en laquelle je crois beaucoup. Disposons-nous de données sur la capacité d'ingénierie de ces territoires, sur l'accès à l'information relative aux problématiques environnementales, ainsi que sur les inégalités dans ces domaines ? Il me semble en effet qu'en zones rurales, nous sommes bien loin de considérer que l' élu local a pour mission de prendre en compte ces questions. Par ailleurs, mon territoire se trouve concerné par un site d'enfouissement de déchets nucléaires. Cette implantation a certes été décidée pour des raisons d'ordre géologique, mais également et surtout pour des raisons d'ordre social.

**De la salle**

Une proposition de loi a été soumise au Parlement<sup>29</sup> sur les nouveaux indicateurs alternatifs. Qu'en est-il de leur déploiement au niveau des politiques publiques ?

**Nathalie PINAULT**

Je travaille au Conseil départemental de la Nièvre. Il me semble que notre situation actuelle reflète la volonté de l'humanité d'échapper à la dépendance de la nature, laquelle se trouve remplacée par une autre forme de dépendance pesant différemment selon les couches sociales. Les pauvres apparaissent en effet en situation de perpétuelle dépendance et ne peuvent exercer

---

<sup>29</sup> Proposée par Eva SAS, députée écologiste, la loi sur la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition et l'évaluation des politiques publiques, a été adoptée le 2 avril 2016 par le Sénat.

leur liberté à l'égal des autres. La question de la résilience des territoires est probablement liée elle aussi à la réduction de la dépendance par rapport à l'économie, à la politique publique, etc.

### **Eloi LAURENT**

La soutenabilité telle que je la définis correspond au bien-être dynamique, c'est-à-dire à la possibilité de maintenir, voire d'améliorer ce bien-être sur les décennies à venir.

La loi Sas a été votée à l'unanimité par les deux chambres. Malheureusement, le gouvernement a voulu mettre en place des indicateurs alternatifs qui ne correspondent pas au travail de concertation réalisé et qui s'avèrent extrêmement décevants dans la mesure où ils ne pourront être utiles au débat budgétaire. Des groupes de travail seront prochainement mis en place afin de mettre au point une deuxième version de ce rapport à l'automne 2016.

### **Marie DURU-BELLAT**

Concernant la problématique de la dépendance des territoires, je peux difficilement répondre. Il convient toutefois de ne pas idéaliser le niveau local où existent des difficultés et des tensions, et qui comporte également des disparités importantes. En ce sens, le niveau local ne peut se passer d'un arbitrage national.

### **Patrick SAVIDAN**

Par ailleurs, l'ingénierie des territoires suppose un tissu associatif développé et porteur de pratiques et de savoirs, et donc un soutien et une force de proposition de la part des élus politiques. Des inégalités existent à ce niveau, mais nous ne disposons pas de données précises sur ce sujet.

### **Pierre LEFEVRE**

Je vous propose de conclure successivement sur le rôle des politiques publiques dans la réduction des inégalités sociales, environnementales et territoriales.

### **Patrick SAVIDAN**

Je reprendrai la formule énoncée par Eloi LAURENT : la réduction des inégalités sociales, environnementales et territoriales passe par notre capacité à « réintroduire de l'horizontalité dans la verticalité », et ce dans les termes d'une coopération et non d'une compétitivité. Cette collaboration s'entend comme la part que les individus peuvent prendre dans l'effort collectif, et non comme un principe déstructurant (ubérisation de l'économie).

### **Marie DURU-BELLAT**

Je rappellerai simplement que les questions environnementales ne sont pas toujours consensuelles. Nous ne voulons pas tous préserver la nature. D'autres intérêts entrent en jeu. Or les inégalités sociales recouvrent des intérêts divergents, y compris par rapport aux problèmes environnementaux. En outre, l'environnement et la citoyenneté doivent être abordés à travers l'éducation.

### **Eloi LAURENT**

Les politiques publiques ont les moyens et le devoir de s'intéresser et de se mobiliser sur la réduction des inégalités sociales, environnementales et territoriales. La jonction entre les problématiques environnementales, sociales et territoriales s'imposera quoi qu'il arrive dans les vingt ou trente prochaines années. Il convient donc d'anticiper les situations plutôt que de les subir.

## Rapport de l'Observatoire des territoires 2014

**Benoît DE LAPASSE**

*Responsable du Bureau de l'observation des territoires au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)*

Le CGET est issu du regroupement de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar) et de deux administrations en charge de la politique de la Ville. Il est rattaché au Premier ministre et a pour mission de travailler sur l'égalité des territoires.

L'Observatoire des territoires a été créé par décret au début des années 2000, dans un contexte de pénurie de données sur les disparités entre les territoires. Il réunit 27 personnes chargées d'animer les réflexions sur ce sujet, de rassembler, d'analyser et de diffuser les informations en la matière. L'observatoire des territoires constitue également un lieu d'échange et d'expérience entre l'État et les collectivités territoriales. Il est composé pour partie d'administrations productrices d'indicateurs, comme l'INSEE ou les services statistiques des ministères, et pour partie d'associations d'élus. L'Observatoire des territoires vise également à s'imposer comme un lieu d'innovation et d'expertise. Cinq personnes qualifiées (universitaires) lui apportent un soutien d'expertise, dont Eloi LAURENT par exemple.

Le conseil d'orientation de l'Observatoire des territoires se réunit deux fois par an et transmet ses informations aux acteurs publics par le biais d'un rapport triennal dont la fréquence augmentera prochainement, et d'un site Internet<sup>30</sup> accessible à tous. Ce site comprend notamment un espace de cartographie interactive portant sur cinq cents indicateurs et sur différentes mailles (des nouvelles Régions aux Communes). Tous les indicateurs sont déclinés au niveau le plus pertinent possible.

Le dernier rapport<sup>31</sup> comporte une première partie composée de fiches thématiques présentant les problématiques et les enjeux relatifs aux inégalités territoriales dans le domaine démographique, économique, du développement durable et de la structuration du territoire.

La seconde partie du rapport porte sur la qualité de vie. À partir d'études réalisées par le CREDOC<sup>32</sup> et l'INSEE sur le bien-être objectif et subjectif ont été comparées les demandes de la population et les aménités offertes par le territoire. La qualité de vie résulte de l'adéquation plus ou moins importante de ces deux éléments.

À l'évidence, les disparités sur le territoire français sont multiples (sociologiques, démographiques, économiques...). Elles sont liées à des structures profondes et historiques. Ainsi, le degré de peuplement, le lien à la ville et la présence ou non de structures productives, telles que l'emploi ou les entreprises, conditionnent grandement le niveau des inégalités. Néanmoins, des spécificités locales demeurent.

Le lien à la ville : les communes isolées, hors influence des pôles constituent une part importante du territoire, mais ne dénombrent que 5 % de la population. Les spécificités du tissu productif et de la démographie expliquent une grande partie de ces différences. Les villes comptent davantage de célibataires que les autres territoires, les couronnes périurbaines davantage de jeunes ménages avec des enfants, les communes isolées, davantage de personnes isolées de plus de 65 ans. Les revenus dans les grands pôles urbains sont par ailleurs largement supérieurs à ceux des autres zones. L'emploi se concentre également au centre des grands pôles, alors que les zones périphériques comptent deux habitants pour un emploi. Cette répartition impacte les disparités territoriales. En témoigne la répartition des revenus sur le

---

<sup>30</sup> <http://www.cget.gouv.fr/>

<sup>31</sup> Rapport de l'Observatoire des territoires, établi par le CGET, intitulé « Qualité de vie, habitants, territoires », 2014

<sup>32</sup> Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale.

territoire français. Globalement, plus un bassin de vie est important, plus les revenus le sont également. Quelques spécificités locales sont à noter, notamment dans la zone nord, autour de Lille, et la zone sud, autour de Montpellier et Marseille, qui présentent un taux de chômage important. En outre, l'effet frontalier doit également être pris en compte dans la répartition des revenus, notamment en Alsace et à proximité de la Suisse.

Malgré les causes structurelles dans la disparité entre territoires, la tendance tendait vers une convergence économique jusqu'à la survenue de la crise de 2008. Désormais, les inégalités dans les domaines social et environnemental s'accroissent. Ce phénomène se retrouve à l'échelle de l'Europe ou à l'échelle nationale. Les pays à l'est de l'Europe, partant d'un faible niveau de PIB (produit intérieur brut), ont connu une augmentation de cet indicateur durant la dernière décennie. Les pays d'Europe du Sud ont quant à eux vu leur PIB stagner depuis la crise, voire baisser dans le cas de la Grèce. Ce même mouvement s'observe au niveau de la France : le PIB des départements de la France d'outre-mer et de la Corse, faible par rapport au reste du territoire, a augmenté depuis la crise de 2008.

Depuis le milieu des années 70, la population a tendance à combler les espaces moins denses en zone périurbaine. Les temps de trajet entre le domicile et le travail augmentent par conséquent, ainsi que la pollution qui en résulte.

Des dynamiques contrebalancent les disparités au niveau des territoires, comme certains modèles de développement alternatif (économie présentielle) qui se développent sur l'ensemble du territoire et permettent d'amortir les effets des crises, étant moins dépendants que les autres à la conjoncture. Les interdépendances entre les territoires – relation domicile travail, liens entre sièges sociaux et établissements, entre résidence secondaire et résidence principale, etc. – participent également de cette tendance.

Les inégalités de revenu sont plus importantes au sein des territoires qu'entre les territoires. Elles proviennent bien évidemment surtout des caractéristiques des personnes. Par ailleurs, les disparités peuvent par ailleurs ne pas être perçues comme des inégalités : les personnes qui habitent le Limousin par exemple ne cherchent pas à atteindre le même objectif que celles qui vivent à Paris.

### **Pierre LEFEVRE**

Je rappelle que le rapport que vous venez de présenter est accessible à tous sur le site du CGET.

## Table ronde « territoires et inégalités »

**Participaient à cette table ronde :**



**Sylvie TARTESSE**

*Économiste et statisticienne*

*Directrice d'études au Compas*



**François ROUSSEAU**

*Directeur de FR Consultants*

*Fondateur et Vice-président de la Société française de prospective*



**Marie DURU-BELLAT**

*Professeur des universités émérite à Sciences Po Paris*

*Chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Institut de recherche sur l'éducation*

**Pierre LEFEVRE**

François ROUSSEAU, quelle est votre mission chez FR Consultants, relativement à ces questions d'inégalité sociale ?

**François ROUSSEAU**

Le cabinet FR Consultants est spécialisé dans l'accompagnement de l'innovation sociale. Il intervient donc sur les problématiques de cohésion sociale, d'éducation, de vie sociale, d'insertion, d'emploi, de santé, dans le but d'accompagner les territoires – soit les élus, les populations, les institutions, les associations – dans la mise en œuvre de projets de développement.

**Pierre LEFEVRE**

Les informations énoncées dans le rapport du CGET vous semblent-elles exactes ?

**François ROUSSEAU**

J'approuve la distinction entre disparité et inégalité. Souligner que les disparités sont plus importantes à l'intérieur des territoires qu'entre ceux-ci me paraît également important. Toutefois, je constate que les inégalités environnementales, sociales et territoriales sont qualifiées d'interdépendantes, mais dans le même temps, considérées en tant que phénomènes distincts. Il n'est pas certain par conséquent que nous allons nous appuyer sur le même type d'indicateurs pour rendre compte des différentes inégalités. Nous avons beaucoup évoqué le critère du revenu dans ces disparités. Or cet indicateur peine à rendre compte de la complexité des inégalités environnementales, sociales et territoriales.

Il convient mieux dans ce but d'utiliser des indicateurs territoriaux (taux d'équipement, moyens de transport, taille des logements), environnementaux (qualité de l'air, niveau de nuisance sonore, etc.) et sociaux. À cet égard, dans le rapport du Conseil économique, social et environnemental, il est proposé de recourir à des indicateurs de santé sociale. Ceux-ci nous renseigneront sur le niveau de solidarité territoriale, facteur extrêmement important dans la réduction des inégalités sociales. Un certain Jean-Jacques ROUSSEAU expliquait que la question de la propriété constituait la principale origine des inégalités. Dans les faits, il semblerait que les disparités aient plusieurs causes. On ne peut pas imaginer réduire les inégalités à l'échelle d'un territoire sans recourir à une approche systémique du problème.

Par ailleurs, des démarches de réduction des disparités peuvent être entreprises sans l'intervention de la puissance publique, comme dans le cas de l'association Rebondir (association nationale ayant des ancrages dans différentes communes) qui vient en aide à des personnes exclues ou menacées d'exclusion. Celles-ci cumulent des difficultés, qui interagissent et créent un cercle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion, comme l'a énoncé Ragnar NURKSE<sup>33</sup>. Ce cercle vicieux constitue le principal moteur des inégalités, d'où l'importance de le rompre. L'association Rebondir propose donc un soutien aux personnes en difficulté à travers l'intervention de bénévoles issus de tous horizons, dont certains sont spécialisés sur la question de l'accès aux droits, sur les questions intrafamiliales, etc. Cette approche pluridisciplinaire favorise grandement leur réinsertion. La réduction des inégalités passe en effet par l'activation simultanée de plusieurs leviers.

**Pierre LEFEVRE**

Sylvie TARTESE, pouvez-vous nous préciser ce qu'est le Compas ?

**Sylvie TARTESE**

Le Compas (Centre d'observation et de mesure des politiques d'action sociale) accompagne les collectivités dans la mise en place de démarches d'observation des territoires, des populations et des inégalités, qui permettent d'aider les professionnels et les élus à comprendre les réalités sociales et de les aider à définir leurs politiques et leurs actions.

**Pierre LEFEVRE**

Vous avez travaillé sur la question de la réussite scolaire. Avez-vous construit vos propres indicateurs à cette occasion ?

**Sylvie TARTESE**

J'ai travaillé sur la ville de Dijon, où la pratique de l'observation est bien ancrée. Elle permet de déterminer les orientations, les acteurs et les leviers qui devront être sollicités pour mener à bien une action. La Ville de Dijon a effectivement fait appel au Compas relativement à la problématique de l'éducation. Les Services avaient l'impression que sur certains micro-territoires de Dijon il y avait autant d'enfants fragiles sur le plan scolaire ou fragilisés par leur environnement que sur les quartiers relevant de la Politique de la Ville, mais qui de fait ne pouvait pas bénéficier du Programme de Réussite Éducative, dispositif propre à la Politique de la Ville.

Nous avons donc élaboré un indicateur de la vulnérabilité socio-éducative. Il a probablement ses limites, mais nous a permis néanmoins d'avancer efficacement. Nous sommes partis du principe que la fragilité socio-éducative des enfants est le résultat de l'accumulation de plusieurs facteurs de risque pouvant augmenter les difficultés dans le parcours de l'enfant.

Nous avons identifiés ces risques avec l'aide de travailleurs sociaux et d'acteurs de l'éducation. Nous avons établi que les risques provenaient de facteurs environnementaux et non des enfants eux-mêmes, et que par conséquent des actions pouvaient remédier à cette situation.

---

<sup>33</sup> Économiste américain (1907-1959), spécialisé dans l'économie du développement



L'indicateur permet de détecter les enfants qui cumulent un certain nombre de facteurs de risques sur sept facteurs au total prenant en compte les phénomènes de reproduction sociale, les retentissements de la pauvreté économique sur l'éducation des enfants, les conditions de vie de la famille (surpeuplement du logement)... Indépendamment les uns des autres, ces facteurs n'entraînent pas de conséquences. Leur cumul en revanche augmente le risque pour ces enfants d'éprouver des difficultés scolaires à un moment ou un autre de leur parcours.

Cet indicateur a révélé des zones plus vulnérables que d'autres dans la ville, dont certaines bénéficiaient déjà de politiques d'accompagnement spécifique pour les enfants en difficulté. A l'inverse, certaines zones identifiées « à risque » ne bénéficiaient d'aucun accompagnement. Tenant compte de ces observations, la Ville élabore actuellement un programme d'accompagnement personnalisé des enfants, passant par l'instauration d'un réseau de partenaires sur ces zones.

### **Pierre LEFEVRE**

Cette démarche permet donc une analyse fine du territoire.

### **Sylvie TARTESSE**

Elle permet surtout d'objectiver des ressentis, mais également de quantifier les risques. Elle constitue également un levier de mobilisation des partenaires et des financements. En ce sens, elle facilite le passage à l'action.

### **Pierre LEFEVRE**

Marie DURU-BELLAT, estimez-vous important de disposer de tels indicateurs pour agir de manière ciblée plutôt que de déployer des politiques générales de réduction des inégalités ?

### **Marie DURU-BELLAT**

Nous savons désormais que le contexte proche de l'élève joue sur sa réussite. Ce constat paraît maintenant banal, mais dans les années soixante, nous pensions que le système éducatif garantissait les mêmes chances de réussite à tous les enfants. Cette croyance a longtemps perduré, mais des études sont venues prouver que les capacités des enfants étaient loin d'être seules en cause dans l'échec scolaire. En revanche, le contexte dans lequel les enfants évoluent (professeurs, école, ville...) infléchit considérablement cette réussite.

Comme indiqué précédemment, les ressources du contexte influent sur l'évolution scolaire des enfants. Or certaines de ces ressources ne dépendent pas des autorités locales, comme le profil des enseignants dans tel collège par exemple. Les professeurs les plus expérimentés se détournent en effet des établissements qui posent problème, par le biais d'un système de mutation très organisé et en partie indépendant des politiques locales. A cet égard, la qualité de l'enseignement échappe à ces politiques. L'offre locale est également constituée des actions et des ressources de la commune (programmes spécifiques...). Il s'agit là aussi d'un facteur d'inégalité, dans la mesure où les différentes communes mènent dans ce domaine des actions plus ou moins efficaces.

D'autres facteurs interviennent dans la réussite scolaire, tels que les effets de pair (les camarades). Les collectivités locales peuvent influencer sur ce facteur : les élèves sont parfois regroupés selon différents critères pour faciliter l'enseignement, plus aisé face à un groupe homogène, ou pour organiser au mieux les transports publics. Les collectivités locales ont donc le pouvoir de favoriser également la mixité sociale. Des études ont prouvé le bénéfice de cette mixité : les enfants s'entraident et ceux qui 'en étaient pas convaincus comprennent mieux la nécessité de travailler à l'école.

L'offre locale entre donc en compte dans la réussite scolaire, ainsi qu'une multitude de facteurs humains qu'il convient de mobiliser de la même façon.

**Pierre LEFEVRE**

François ROUSSEAU, il me semble que vous partagez cette analyse, mais que vous estimez l'offre locale insuffisante.

**François ROUSSEAU**

Comme l'a précisé Marie DURU-BELLAT, l'offre locale n'est pas le seul facteur d'inégalité. J'ai réalisé un travail prospectif pour la ville du Kremlin-Bicêtre, laquelle nous avait demandé, avant de mettre en place la réforme des rythmes scolaires, à quelle condition celle-ci ne générerait pas d'inégalités supplémentaires sur le territoire. Nous avons établi que cette réforme ne renforcerait pas les inégalités sous trois conditions conjointes : que la ville favorise l'accès de tous, d'un point de vue physique et financier, à des activités extrascolaires ; qu'en lien avec la communauté éducative, elle sensibilise les enfants aux pratiques culturelles ; et que de la même façon elle sensibilise les parents à l'importance des loisirs extrascolaires.

L'offre entre donc en ligne de compte, ainsi que la manière dont l'offre est positionnée sur le territoire et la qualité de ce qui se vit à l'intérieur de cette offre. Dans leur approche du bien-être, les Canadiens insistent particulièrement sur la nécessité d'intégrer cette notion dans l'apprentissage, ainsi que celle de résilience. Ainsi, quand l'enfant rencontre une difficulté scolaire, les autres enfants de la classe l'aident à passer ce cap. Dans le cas d'une difficulté d'ordre familial, l'appartenance au groupe permet à l'enfant de surmonter ses problèmes.

**Marie DURU-BELLAT**

Les « effets de quartier » sont très étudiés actuellement en Amérique du Nord. Toutes les ressources présentes dans le quartier d'habitation sont observées, notamment la présence ou non d'adultes pour aider les enfants ou leur servir de modèle. Nous devons nous demander comment les enfants peuvent trouver des repères. Toute l'organisation psychosociale du quartier intervient dans la réussite scolaire.

**Pierre LEFEVRE**

Il convient donc de respecter une certaine mixité dans les quartiers.

**Marie DURU-BELLAT**

La mixité favorise effectivement l'instauration de ces repères. Toutefois, des études démontrent qu'à leur arrivée en France, les Polonais se sont d'autant mieux insérés dans la société qu'ils vivaient entre eux et se soutenaient mutuellement. Un juste équilibre doit donc être trouvé entre communauté et mixité. Cette dernière peut produire aussi des effets négatifs : des élèves issus de quartiers populaires et transférés dans des établissements aisés sont parfois victimes d'« intimidations symboliques ». La mixité doit donc se construire et être accompagnée afin d'éviter ces effets pervers.

**Pierre LEFEVRE**

Concernant la mixité de genre, le retour à des écoles non mixtes avait été envisagé durant un temps.

**Marie DURU-BELLAT**

Il est démontré que dans les contextes mixtes, les garçons et les filles se positionnent comme tels, tenant compte de tous les stéréotypes en la matière.

**Pierre LEFEVRE**

Cette organisation influe-t-elle sur la réussite scolaire des enfants ?

**Marie DURU-BELLAT**

Peu d'expériences ont été menées sur ce sujet en France. Dans d'autres pays, il a été prouvé que le recours temporaire à la non-mixité pouvait être bénéfique, pour les filles dans les matières considérées comme « masculines » notamment. Et ce même si les élèves préfèrent quant à eux évoluer durablement dans un environnement mixte.

**François ROUSSEAU**

Je tiens à attirer votre attention sur le fait que deux groupes composés de catégories sociales équivalentes fonctionneront différemment. En leur sein, les inégalités auront ou non tendance à se niveler. L'augmentation tendancielle des inégalités, notamment au niveau de la capacité à comprendre et à se positionner (autonomie) est liée au sentiment ou non d'appartenir à un groupe. L'élément déterminant dans la réduction des inégalités n'est pas tant la composition d'un groupe, mais la qualité des échanges au sein du groupe.

**Sylvie TARTESE**

Les politiques publiques peuvent favoriser la mixité dans les écoles en travaillant sur les cartes scolaires par exemple. Nous avons élaboré un indicateur de la mixité dans les quartiers intégrant les revenus et catégories socioprofessionnelles. Il est apparu que les quartiers les moins mixtes sont les quartiers où les revenus sont très élevés. Il y a donc moins de mixité dans les quartiers riches que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

**Pierre LEFEVRE**

Vous vous êtes également penchée sur la question du soutien de la ville au niveau des activités sportives et culturelles.

**Sylvie TARTESE**

Nous nous sommes demandé si l'action des collectivités dans ce domaine réduisait effectivement les inégalités, ou si au contraire, elles les confortaient. Les interventions éducatives en temps scolaires (IETS) consistent à proposer aux enfants des temps d'animation sportive ou culturelle à travers l'intervention d'un animateur dans une classe, sur l'opéra, les musées, etc. Douze mille heures d'IETS ont été effectuées dans les écoles dijonnaises, soit l'équivalent d'une douzaine d'ETP sur un an. Il s'agit donc d'une action conséquente de la Ville. Le choix des IETS dépend de l'enseignant, c'est pourquoi la Ville a souhaité connaître précisément le résultat de son action. Le ratio heures/élève permet de positionner les quartiers les uns par rapport aux autres. Le ratio du « quartier prioritaire » des Grésilles est de 0,84 quand la moyenne sur Dijon atteint 1,24, ce qui signifie que les enfants de ce quartier le plus fragile bénéficient de 30 % d'heures en moins d'IETS que la moyenne. Suite à ce travail, une commission a été instaurée afin de centraliser et de suivre les demandes d'IETS. La Ville réajuste donc ces indicateurs au fil des ans. La répartition des heures par domaine montre que les enfants des « quartiers prioritaires de la ville » et des « quartiers de veille active » des Grésilles se voient proposer essentiellement des activités sportives, et donc peu d'éducation culturelle et artistique, à l'environnement, ou à la citoyenneté.

**Pierre LEFEVRE**

S'agit-il d'un choix assumé ?

**Sylvie TARTESE**

Non, il s'agit d'une conséquence de plusieurs facteurs. Le choix des IETS dépend de la sensibilité des enseignants, de questions logistiques (transports), des infrastructures sportives à disposition dans le quartier – le quartier des Grésilles en compte un nombre important... Quoi qu'il en soit, c'est à la Ville d'analyser ces données et de mettre en œuvre des actions adaptées afin de réduire ces inégalités. Elle envisage entre autres d'accompagner les enseignants afin

qu'ils établissent un véritable projet d'activité, et de se positionner en tant que force de position d'IETS, plutôt que de valider simplement les demandes.

**Pierre LEFEVRE**

La politique mise en œuvre aboutissait donc à l'inverse de l'effet voulu, et a même instauré une certaine discrimination vis-à-vis des enfants les moins favorisés. Que vous inspire cet échec, Marie DURU-BELLAT ?

**Marie DURU-BELLAT**

Les situations scolaires, absence de mixité sociale ou choix d'options par exemple, reflètent les conséquences de choix collectifs ou individuels, parfois en fonction d'aléas (goûts personnels des enseignants et présence d'infrastructures sportives). Nous avons observé il y a quelques années en France que le pourcentage d'élèves relevant d'un enseignement adapté variait dans des proportions très importantes selon les départements. Or ces variations étaient dues uniquement à des aléas d'offre en matière de structures éducatives. Les enfants nés dans un département comptant un grand nombre de SEGPA (sections d'enseignement général et professionnel adapté) avaient plus de chances que les autres d'être écartés de l'enseignement spécialisé. Il s'agit là d'un problème caractéristique des actions purement locales, lesquelles demeurent parfois trop centrées sur elles-mêmes. Or le fait d'observer les autres pratiques et ce qui se fait ailleurs permet de se remettre en question, de sortir de certaines impasses et de faire évoluer les choses. En ce sens, l'observation des politiques éducatives internationales a beaucoup enrichi nos politiques nationales.

**Pierre LEFEVRE**

Dans ce cas, la réflexion sur le système a eu lieu après sa mise en place. Dans ce type d'action, n'est-il pas nécessaire de passer au préalable par une phase de co-construction ?

**François ROUSSEAU**

Certes la co-construction est importante, mais il est surtout nécessaire d'agir de manière systémique afin de permettre l'activation simultanée de différents leviers. En effet, une co-construction ne débouche pas toujours sur des modes opératoires permettant une coopération effective.

Les personnes qui vivent dans un territoire en constituent la première ressource. Un processus durable de réduction des inégalités environnementales, sociales et territoriales ne peut être uniquement le fait d'institutions. Sa construction doit intégrer la population locale. Les individus doivent donc être motivés et mobilisés dans ce but. A l'occasion de la rénovation de l'un de ses quartiers, la Ville de Bayonne a choisi d'inclure les citoyens dans la réflexion et de s'appuyer sur leurs propositions. Largement soutenu par les habitants, ce processus a été couronné de succès. Compte tenu de la gravité de nos problèmes et de leur interdépendance, la mobilisation des habitants est devenue nécessaire afin de relever les immenses défis qui sont les nôtres, notamment celui de la réduction des inégalités. Nous sommes probablement face à un changement de civilisation qui nous amène à revoir les fondements de nos modes d'apprentissage et à développer notre capacité à agir sur des phénomènes complexes. La démarche participative constitue un apprentissage pratique de cette nouvelle gestion.

**Pierre LEFEVRE**

Sylvie TARTESE, pensez-vous que les élus aient intégré cette gestion participative de la société ?

**Sylvie TARTESE**

Ils souhaitent développer ce mode de fonctionnement, mais doivent encore trouver les moyens de le mettre en œuvre, notamment à travers une mobilisation efficace des citoyens.

**Pierre LEFEVRE**

Nous avons évoqué ce matin la nécessité de sortir de la compétition, notamment entre les territoires. Le retour d'une collaboration entre les individus constitue-t-il un enjeu fort de notre évolution vis-à-vis des inégalités ?

**François ROUSSEAU**

Les inégalités se creusent en raison de notre forte interdépendance. Afin d'inverser cette tendance, il est fondamental de renoncer à la logique de compétitivité, pour celle d'une collaboration entre les différentes entités qui forment notre société. Trois scénarios sont possibles : le scénario tendanciel marqué par une gestion sectorielle et unilatérale des politiques publiques, aboutissant à une intensification des inégalités ; le scénario de gestion des risques qui consiste telle qu'actuellement à focaliser l'action sur des publics considérés comme « dangereux » pour la cohésion sociale et qui par cette stigmatisation, renforce également les processus d'exclusion. Le meilleur scénario consiste à développer les territoires selon un mode collaboratif et participatif autour de la question du vivre ensemble.

**Pierre LEFEVRE**

Selon ce modèle, qu'en est-il de la question de l'accès aux soins ?

**François ROUSSEAU**

L'accès au soin ne dépend pas que de la répartition de l'offre, mais aussi du genre, des catégories socioprofessionnelles, et du dispositif autour de l'individu (famille ou acteurs médicaux et sociaux) visant à inscrire les habitants dans un parcours de santé. À ce titre, certains quartiers en difficulté organisent des ateliers Santé-Ville afin de favoriser l'intégration des personnes dans ce parcours (démarches administratives, suivi des rendez-vous de soin et des prescriptions, des actions de prévention, etc.). Cette action nécessite une action extrêmement coordonnée auprès des personnes.

**Pierre LEFEVRE**

Les politiques visant à diminuer les inégalités sont-elles coûteuses ?

**Sylvie TARTESSE**

Nous devons plutôt nous demander si nos politiques classiques de droit commun sont utilisées à bon escient pour réduire les inégalités. Par exemple, les seniors font partie des publics qui bénéficient le plus de réductions, dans les transports, les établissements culturels.... Or le revenu moyen des personnes âgées de 60 à 74 ans est parmi les plus élevés au regard des autres tranches d'âge. Il convient donc de remettre en question nos politiques.

**Pierre LEFEVRE**

Qu'en est-il des cantines scolaires ?

**Sylvie TARTESSE**

De nombreuses collectivités tarifient selon un quotient. Pour les habitants, la tarification est vécue comme une forme de redistribution ou de solidarité entre les ménages. Selon les élus, la politique de tarification se traduit par une participation plus forte de la collectivité en direction des familles précaires (et des quartiers qui regroupent davantage de familles précaires) qu'en direction des familles plus aisées (et des territoires qui regroupent davantage de familles aisées).

Les villes participent en effet davantage au financement d'un repas pour un enfant relevant les tranches de quotient les plus faibles. Mais les enfants relevant des tranches de quotient les plus faibles consomment-ils autant de repas que les autres enfants ? Lorsqu'on territorialise les données sur les usages des services et leurs coûts on se rend généralement compte que le coût



moyen d'un enfant scolarisé pour la collectivité n'est pas plus élevé sur les quartiers dits fragiles, voire même moins élevé.

Cette analyse, qui bouscule les représentations, doit entrer en compte dans le dialogue avec les élus et les citoyens.

## *Échanges avec la salle*

### **Claude CHAUBY**

Je travaille au Secours Catholique-Caritas France. Les rapports et les expertises des associations comme la mienne sont-ils pris en compte dans l'évaluation des inégalités ? Je rappelle à ce titre que les publics du Secours Catholique touchent un revenu compris entre 0 et 400 euros par mois. Il me semble en outre que les personnes en situation de précarité doivent tout particulièrement être associées à la mobilisation en faveur de la collectivité.

### **Pierre LEFEVRE**

Ces personnes ne disposent pas toujours du bagage culturel pour s'exprimer par exemple, et ne s'orientent pas naturellement en conséquence, dans cette démarche collaborative.

### **De la salle**

Compte tenu de la loi de 2015, les quartiers prioritaires sont moins nombreux qu'avant. Sur Dijon, la Fontaine-d'Ouche fait partie des quartiers prioritaires de la Ville à caractère régional. Les autres quartiers sensibles s'intègrent désormais dans le dispositif de veille active. Chenôve compte quant à elle parmi les quartiers prioritaires nationaux, ce qui implique une participation obligatoire des habitants à la vie de la Commune à travers la mise en place de Conseils citoyens. Des Conseils participatifs ont également été instaurés sur la commune de Chenôve. Ces structures permettent d'amener les publics en difficulté vers un certain nombre d'activités (bibliothèque, piscine...) auxquelles ils n'auraient probablement pas participé sans accompagnement, malgré une politique tarifaire adaptée. Cette organisation contribue donc à une plus grande égalité dans la société.

### **De la salle**

Je suppose que les représentants des Communes et des Communautés de communes ont été invités à l'occasion de cette journée. Or je constate qu'aucun élu de ma Commune ou de ma Communauté de communes n'est inscrit sur la liste. Il s'agit là d'une inégalité. Par ailleurs, comme vous l'avez souligné, les politiques publiques portent plus volontiers sur le sport que la culture. Les sciences, en tant que culture, sont quant à elles totalement écartées.

### **Sylvie TARTESSE**

Le fonctionnement d'un observatoire implique les différents partenaires, institutionnels et associatifs, au niveau de la transmission de données et surtout des analyses qui en découlent. Je ne suis pas en mesure de vous fournir des données précises concernant la part accordée aux sciences dans les IETS.

### **François ROUSSEAU**

Les personnes en difficulté doivent effectivement faire l'objet d'une attention particulière au titre de la mobilisation dans l'effort collectif. Plus nous mobiliserons simultanément des populations diverses dans ce mouvement, plus nous favoriserons l'inclusion de ces personnes dans la société, plus nous réduirons les inégalités. Certes, ces personnes ne maîtrisent pas toujours la pratique liée à une telle participation, mais elles en acquièrent rapidement la capacité. Leur approche et leur motivation spécifiques peuvent en outre grandement enrichir le processus coopératif.

L'association Monalisa par exemple, souhaite intégrer des personnes âgées et isolées en tant qu'acteurs principaux de leurs actions.

**Pierre LEFEVRE**

Des outils spécifiques, comme le théâtre-action, peuvent-ils être utilisés à cette fin ?

**François ROUSSEAU**

Il peut l'être effectivement, au titre de l'intégration des personnes dans un processus de créativité artistique. Par ailleurs, je tiens à rappeler concernant les Conseils citoyens, que ces structures ne constituent pas que des outils de gouvernance bis du Contrat de ville. C'est peut être aussi et avant tout un outil de participation citoyenne, au quotidien. Plus leur composition est diverse, mieux ils réalisent leurs objectifs d'inclusion sociale et de réduction des inégalités.

**Danielle BALLIVET**

Quelle est l'influence de l'Internet et des nouvelles technologies dans l'éducation, au regard des inégalités ?

**Marie DURU-BELLAT**

Les politiques éducatives actuelles, dans les zones prioritaires, tendent à promouvoir l'enseignement de la culture scientifique, parce qu'on réduit trop vite les difficultés des enfants de milieu populaire à des questions de « handicap socio-culturel ».

Concernant l'effet de l'Internet et des nouvelles technologies sur l'éducation, aucune étude ne démontre un effet bénéfique lié à ces outils sur les apprentissages. Des travaux démontrent néanmoins un léger effet positif de ces outils sur la motivation des élèves, notamment sur ceux qui se trouvent éloignés de l'école. On noterait plutôt, dans les pays qui ont intensifié leur utilisation en milieu éducatif, un effet de sens négatif.

Il convient par ailleurs, si l'on veut évaluer une nouvelle pratique éducative, de considérer l'effet de l'instauration de cette pratique au regard de l'ensemble de l'enseignement. À ce titre, l'apprentissage des langues étrangères chez les jeunes enfants pénalise les autres apprentissages, tels que la maîtrise de la langue maternelle à l'écrit, dans la mesure où les enfants y consacrent un temps moindre.

# Table ronde « changements climatiques et inégalités »

Participaient à cette table ronde :



**Stéphane LA  
BRANCHE**

*Chercheur enseignant associé  
au Laboratoire CNRS Pacte  
Coordonnateur de la chaire  
Planète Énergie Climat,  
Science Po Grenoble  
Membre du GIEC*



**Laurent  
FUSSIEN**

*Directeur général  
des services et  
Directeur du CCAS  
de la commune de  
Malaunay*



**Joël SPIROUX DE  
VENDOMOIS**

*Médecin  
Président du Comité de  
recherche et d'information  
indépendant sur le génie  
génétique (CRIIGEN)*

## Pierre LEFEVRE

Le changement climatique fait désormais partie des préoccupations politiques. Il s'impose comme une réalité notamment en Asie du Sud-est ou en Afrique sahélienne. Lors de la COP21<sup>2</sup>, les États se sont engagés à limiter le réchauffement climatique en dessous de 2°C, avec en ligne de mire la volonté de maintenir l'augmentation des températures sous les 1,5 degré. Les défis en matière d'environnement sont donc majeurs.

Stéphane LA BRANCHE, comment les politiques d'adaptation relatives à la réduction des inégalités énergétiques sont-elles ressenties dans la population ?

## Stéphane LA BRANCHE

Je réalise un grand nombre d'enquêtes et d'entretiens semi-directifs sur des sujets liés au changement climatique et à l'énergie. Les obstacles et les freins au changement m'intéressent particulièrement, tels que les habitudes, les contraintes, les représentations, les croyances...

Chez une grande majorité de la population, je constate que le changement climatique n'est pas un moteur de modification des comportements et des pratiques. Les personnes qui changent de mode de transport par exemple, le font surtout pour des raisons de confort, et non écologiques.

## Pierre LEFEVRE

Ce constat vaut-il pour toutes les populations ?

## Stéphane LA BRANCHE

Il vaut pour environ 80 % de la population. Une part seulement des 20 % restants change son mode de transport en raison de convictions écologiques. Ces personnes soutiennent cette cause

depuis longtemps généralement. Il s'agit donc de trajectoires générales. On ne constate pas de rupture forte dans les comportements des populations relativement au changement climatique. Quelques personnes néanmoins, adoptent une utilisation stratégique et raisonnée de leur voiture du fait d'une prise de conscience sur les enjeux climatiques actuels.

Chez la plupart des gens, le changement climatique n'est pas encore ressenti comme une réalité. Il correspond à une donnée scientifique relayée dans les médias.

### **Pierre LEFEVRE**

La survenue d'hivers particulièrement doux, même si ce phénomène n'est pas lié au changement climatique, n'interroge-t-elle pas les populations, de même que les canicules ou la fonte des glaciers – notamment chez les personnes qui habitent à proximité des montagnes ?

### **Stéphane LA BRANCHE**

Les hivers particulièrement doux posent effectivement question dans la région de Grenoble, en raison de leurs effets néfastes sur l'économie liée aux sports d'hiver. Beaucoup de gens ont par ailleurs constaté que des plantes censées être dormantes durant l'hiver, telles que les fraisiers, ont produit des fruits durant cette saison. Pour la plupart d'entre eux, il s'agit là d'une bonne nouvelle.

Néanmoins, les personnes manifestent une inquiétude face au changement climatique, du fait des messages anxigènes qui sont diffusés sous différentes formes. Je constate également que la population est globalement mieux informée sur la nature et les causes du changement climatique, mais pour eux, les conséquences de ce phénomène apparaissent très lointaines.

La population peine à se représenter les enjeux relatifs aux chiffres que vous avez présentés en préambule, d'autant plus que ceux-ci apparaissent comme complexes et incertains. L'augmentation de deux degrés de la température mondiale notamment, ne semble pas vraiment importante – au Québec, la température moyenne des hivers passerait donc de - 33 degrés à - 31 degrés. Les chiffres paraissent dérisoires. Toutefois, cette augmentation a déjà produit des effets : la neige est plus abondante, les gens doivent donc pelleter davantage. Conséquence : augmentation notoire des tendinites de l'épaule et donc, du budget santé – personne n'avait prévu cet impact.

En outre, le GIEC prévoit que des canicules similaires à celle de 2003 reviendront deux années sur trois à partir de 2035. Cette augmentation équivalente à environ deux degrés de plus paraît néanmoins incertaine dans la mesure où il ne sera probablement pas respecté. En 2050, les températures auront probablement augmenté de trois degrés. Je suis satisfait néanmoins, dans la mesure où les accords de la COP21 nous éviteront probablement d'aboutir à une augmentation de quatre degrés de la température moyenne. Nous avons donc une chance de nous en sortir, me semble-t-il.

### **Pierre LEFEVRE**

Le changement climatique induit une adaptation et une atténuation qui se traduit sur le logement. Si une taxe venait à être instaurée sur les combustibles, les ménages modestes verraient leurs conditions de vie se dégrader du fait de l'augmentation des coûts du chauffage. Quel est votre point de vue sur cette question ?

### **Stéphane LA BRANCHE**

L'idée d'instaurer une taxe carbone est bonne, mais la redistribution doit tenir compte des contraintes financières qui pèsent sur les différentes populations. Je ne suis pas très optimiste sur ce point. En outre, les personnes à revenu modeste ne peuvent se permettre d'investir dans le présent dans des travaux d'isolation de leur logement, lesquels s'avèreraient pourtant très rentables à moyen terme. Nous constatons ce même problème concernant les voitures : les personnes les plus pauvres ne peuvent acheter un nouveau véhicule et continuent à rouler avec leur ancienne voiture, qui consomme et qui pollue de manière importante.

On peut contribuer à leur résilience soit par un système d'aide directe, avec par exemple une prime à la casse concernant les voitures, soit par des mesures d'aide semi-directe, en rénovant le logement des personnes les plus précaires par exemple, ce qui revient à les aider de manière indirecte à payer leur chauffage.

### **Pierre LEFEVRE**

Dans les logements sociaux, la notion de bas de quittance, c'est-à-dire le loyer plus les charges, n'existe pas formellement. Elle pourrait être utile pour permettre aux bailleurs de financer des travaux de rénovation thermiques en augmentant le loyer et en réduisant les charges. La charge globale pour le locataire serait ainsi maintenue au même niveau.

### **Stéphane LA BRANCHE**

Les bailleurs sociaux avec lesquels je travaille réalisent des rénovations ou construisent des logements neufs de très bonne qualité. Ils mettent également en place un accompagnement visant à former les habitants aux équipements et aux normes techniques liées à l'énergie, afin qu'ils maintiennent leur logement dans son état d'équilibre énergétique optimal. Certaines conditions de cet équilibre peuvent néanmoins entrer occasionnellement en conflit avec une représentation sociale du confort par exemple. Le bailleur doit veiller également à entretenir les équipements pour préserver cet équilibre.

La question est posée par les acteurs dans le domaine du logement, de savoir si les comportements doivent s'adapter à la technique (équipements), ou si la technique doit s'adapter aux comportements. Pour ma part, la réponse est claire !

En milieu urbain, le béton emmagasine la chaleur et la restitue durant la nuit. La végétalisation apparaît comme une mesure efficace pour lutter contre ce phénomène en période de canicule. Elle favorise également la biodiversité, ainsi que le lien social, car les lieux végétalisés constituent un cadre agréable pour les relations sociales.

Il convient de mettre en place des mesures dans ce domaine, car les personnes les plus pauvres donc les plus mal logées subiront fortement les effets du changement climatique. Or ce sont elles qui y contribuent le moins.

### **Pierre LEFEVRE**

On constate d'ailleurs que les quartiers riches de l'Ouest parisien sont beaucoup plus végétalisés que la banlieue nord par exemple.

### **Stéphane LA BRANCHE**

La loi SRU (relative à la solidarité et au renouvellement urbain), impose que le logement social représente 25 % du parc immobilier d'une commune afin de réduire la précarité.

Par ailleurs, les territoires développent désormais les énergies renouvelables locales, ce qui permet de maintenir une certaine indépendance vis-à-vis des fluctuations du cours du pétrole et des énergies nationales.

Ces démarches accroissent peu à peu la résilience des territoires face au changement climatique et permettent également de lutter contre la précarité.

### **Pierre LEFEVRE**

Le transfert modal concernant la mobilité concerne-t-il également les personnes en situation de précarité ? Des politiques adaptées sont-elles instaurées pour favoriser ce changement ?

### **Stéphane LA BRANCHE**

Des études sur la mobilité ont démontré qu'une aide financière en la matière ne suffisait pas. Le temps constitue le principal critère dans le choix du transport, y compris pour les personnes précaires qui travaillent elles aussi bien souvent. Il convient par conséquent de développer les



moyens de transport en commun. Certaines populations adoptent un comportement stratégique dans leur utilisation des transports dans le but de réduire l'utilisation de la voiture, notamment avec le recours au Tram. Le fait de devoir prendre le bus rallonge considérablement les trajets bien souvent, c'est pourquoi les gens préfèrent nettement la voiture à ce mode de transport en commun. Créer des voies rapides réservées aux bus égalise un peu les choses.

Des applications smartphone permettent d'informer précisément les usagers sur les horaires des transports, et donc une meilleure gestion des trajets et des temps d'attente entre deux bus par exemple. Elles favorisent donc l'utilisation des transports en commun.

**Pierre LEFEVRE**

Nous devons anticiper ce transfert et développer les réseaux de transports en commun afin d'anticiper la hausse du prix du pétrole.

**Stéphane LA BRANCHE**

Les premières études sur les transports en commun portaient sur des personnes qui les utilisaient de longue date. Les échantillons ont été revus afin d'isoler les populations qui avaient adopté ce mode de transport récemment. Celles-ci sont en effet en mesure d'apporter des informations précieuses permettant de préciser les attentes de la population dans ce domaine.

Les politiques publiques doivent informer les gens sur le changement climatique. Mais nous ne devons pas présupposer que ce phénomène constitue un critère de changement des comportements. D'autres arguments doivent être trouvés pour un même effet (temps de transport, confort, etc.).

**Pierre LEFEVRE**

Les territoires, dans les plans Climat-Énergie notamment, réfléchissent-ils à leur transformation en termes d'adaptation et d'atténuation ? Veillent-ils à ne pas creuser les inégalités à travers les mesures qu'ils instaurent ?

**Stéphane LA BRANCHE**

En France, comme partout ailleurs, l'atténuation est beaucoup plus avancée que l'adaptation. Les expériences d'adaptation concernent surtout la question de l'eau et de la chaleur en milieu urbain. Le milieu des vignes a probablement été le plus étudié ; les Français tiennent beaucoup à leur vin ! Le milieu urbain l'est moins. Il est donc moins compris en termes d'adaptation. L'aménagement territorial, conçu comme la relation entre la ville et la campagne environnante, fait l'objet de réflexions, lesquelles ne sont pas encore suivies d'actions à ce jour. L'adaptation constitue un projet de très grande ampleur, qui consiste en un réaménagement de l'ensemble du tissu urbain, et nécessite du temps par conséquent. Les transformations que j'ai citées sont les seules adaptations mises en œuvre actuellement. J'ai été particulièrement surpris par le comportement des bailleurs sociaux sur ce sujet, et le fait qu'ils établissent clairement le lien entre le changement climatique et les questions d'énergie et de précarité.

**Pierre LEFEVRE**

Cette démarche permet d'anticiper des problèmes d'impayés.

**Stéphane LA BRANCHE**

Tout à fait. Ils ont déjà constaté une augmentation des impayés depuis quelques années. Ils savent en outre qu'en cas de canicule, les gens préféreront investir dans une climatisation plutôt que de régler leur loyer.

**Pierre LEFEVRE**

Les personnes les moins aisées choisiront probablement en outre un système de climatisation à bas coût et donc très énergivore.

Laurent FUSSIEN, vous travaillez pour la commune de Malaunay, qui dénombre 6 000 habitants. Vous avez réalisé plusieurs projets en lien avec la problématique énergétique et la précarité dans le but d'anticiper ce changement climatique.

### **Laurent FUSSIEN**

Malaunay se situe dans la deuxième couronne de la métropole de Rouen. Cette ville s'étend sur 925 hectares. Elle est fortement marquée par la présence d'éléments naturels, avec la forêt (25 % du territoire) et la rivière du Cailly. Une voie de chemin de fer passe à proximité de la ville. Il s'agit donc d'un environnement à la fois urbain et rural. Le fait qu'elle se situe en périphérie de Rouen induit certaines problématiques, notamment l'augmentation du coût résidentiel, en lien avec celle du coût des énergies. Beaucoup de personnes issues de la classe moyenne ont emménagé dans des pavillons individuels durant les années 70-80 pour échapper au coût excessif du foncier dans la ville centre et la première couronne. Or ces pavillons présentent de mauvaises performances thermiques.

La commune doit donc mener des actions au niveau du logement et de la mobilité. En effet, seulement 700 emplois sont localisés sur place pour 2 500 actifs. Les flux migratoires et la dépendance à la voiture sont donc importants. Beaucoup de trajets sont effectués de manière individuelle. La ville est en outre peu desservie par les transports en commun (une heure minimum de trajet entre Malaunay et Rouen). 93 % des habitants possèdent au moins une voiture et 47 % en possède au moins deux, ce qui correspond à des taux relevés habituellement en milieu rural.

L'environnement de la ville se trouve donc extrêmement contraint. Des mesures visant à réduire ces contraintes et à accompagner les habitants dans la nécessaire transition en matière de mobilité et d'habitat ont donc été instaurées il y a une dizaine d'années.

La population de Malaunay est composée principalement de classes moyennes. Elle témoigne comme dans beaucoup d'autres villes d'un sentiment de déclassement assez marqué. La jeunesse peine à accéder à l'emploi. Le taux de chômage équivaut environ à la moyenne régionale (10,3 %). 25 % de la population est âgée de moins de 20 ans. Le nombre de retraités augmente quant à lui régulièrement. 63 % des habitants sont propriétaires de leur logement.

### **Pierre LEFEVRE**

Quels leviers avez-vous utilisés pour réduire la précarité énergétique ?

### **Laurent FUSSIEN**

Nous avons abordé ces enjeux sous l'angle social d'abord, puis sous l'angle économique, et enfin sous l'angle environnemental. Nous tentons de penser systématiquement l'ensemble des politiques publiques à travers le prisme des enjeux énergétiques et climatiques. Ces enjeux sont envisagés avec la perspective d'une évolution sobre et maîtrisée du tissu urbain, visant à garantir des conditions de vie favorables pour les habitants.

Dans ce but, nous nous inspirons de démarches mises en œuvre dans d'autres villes françaises. Nous nous sommes appuyés sur le modèle proposé par l'association NegaWatt, laquelle a élaboré un scénario pour nous libérer des énergies fossiles en développant les énergies renouvelables et en agissant sur les questions de demande et de besoins d'énergie. Nous avons également observé certaines initiatives de transition instaurées dans les années 2000 (résilience locale), conscients que les populations les plus pauvres souffriraient le plus des effets du changement climatique.

Afin de mener à bien notre action, nous avons, à l'image d'une centaine d'autres communes françaises, utilisé l'outil Cit'ergie mis à disposition par l'ADEME. Il s'agit d'un dispositif d'amélioration continue de la politique Énergie-Climat, comprenant un plan d'actions et une stratégie relative au territoire, au patrimoine, à la production d'énergie, à la communication, à l'organisation interne... Cet outil s'intègre au cœur de tous nos process. Nous mesurons ainsi tous les enjeux et les impacts de nos décisions à la mesure de cet outil particulièrement pertinent.

**Pierre LEFEVRE**

Comment agissez-vous sur l'isolation des logements ?

**Laurent FUSSIEN**

À l'horizon 2019 pour le parc social, nous prévoyons 10 % de logements labélisés BEPOS (à énergie positive), 20 % de logements labélisés BBC (45kWh/m<sup>2</sup>) et 30 % de logements ayant fait l'objet de travaux réduisant par deux leur consommation d'énergie. Ainsi plus de la moitié de notre parc, soit 350 logements, aura fait l'objet d'un traitement sur la performance énergétique au niveau du bâti.

**Pierre LEFEVRE**

Avez-vous alloué une aide relativement à ce surcoût ?

**Laurent FUSSIEN**

Nous avons fourni un accompagnement sur les garanties d'emprunts et sur les coûts de minoration foncier. Nous travaillons avec les bailleurs et avons mis en place avec eux une formation à l'attention des nouveaux habitants (séances de coaching).

**Pierre LEFEVRE**

Qu'avez-vous réalisé pour les logements anciens ?

**Laurent FUSSIEN**

Les logements anciens représentent clairement un enjeu majeur. Nous avons instauré en septembre 2015 un Service d'accompagnement à la maîtrise de l'énergie (SAME) sorte de plateforme de lutte contre la précarité énergétique. Le responsable du centre communal d'action sociale et l'ambassadeur de la transition énergétique, formés au préalable au diagnostic sociotechnique par l'association Habitat et Développement, se rendent dans les logements signalés par le réseau d'alerte (Conseil Départemental, Caf, services sociaux des bailleurs, fournisseurs).

**Pierre LEFEVRE**

Tous les logements sont-ils concernés ?

**Laurent FUSSIEN**

Tous les logements le sont. La Ville joue un rôle de tiers de confiance vis-à-vis de la population concernée. Elle réalise un diagnostic de l'état du logement à l'aide de matériel d'analyse en présence de l'habitant et fournit un kit d'économie d'énergie. Des ajustements et comblements peuvent éventuellement être réalisés afin d'améliorer l'isolation. Nous rappelons également les écogestes, si possible en présence des enfants qui sont particulièrement réceptifs dans ce domaine. Par la suite, nous partageons les informations récoltées avec le réseau d'alerte. Puis nous expliquons la situation et la démarche que nous préconisons à l'habitant. Dans le cas où ce dernier envisage de réaliser les travaux proposés, nous montons le dossier nécessaire puis nous suivons la réalisation des travaux jusqu'à leur terme.

La Région peut fournir des aides au diagnostic. L'ANAH (Agence nationale de l'habitat) peut également intervenir dans le cadre du programme Habiter Mieux. Le Département peut quant à lui soutenir ces démarches, dès lors que l'habitat s'inscrit dans une problématique d'insalubrité. L'avance de frais de travaux aux artisans pose bien souvent problème, c'est pourquoi le CCAS (Centre communal d'action sociale) propose des prêts dont le remboursement peut aller jusqu'à trois ans.

Ce service a effectué neuf visites depuis sa création, pour un objectif de dix visites sur l'ensemble de l'année.

**Pierre LEFEVRE**

Vous reproche-t-on parfois de trop dépenser pour les personnes modestes ?

**Laurent FUSSIEN**

J'entends souvent ce type de remarque effectivement. Nous rappelons dans ce cas que 80 % du budget du CCAS est alloué à l'aide aux anciens. Les secours représentent un budget de 5 500 euros quand 45 000 euros de bons aux anciens sont distribués sans aucun critère de revenu. Or il est difficile de remettre en question ce type de pratiques. L'essentiel de notre aide réside donc dans l'accompagnement et l'orientation des personnes en situation de précarité énergétique.

**Pierre LEFEVRE**

Nous examinons maintenant la thématique de la santé avec Joël SPIROUX DE VENDOMOIS et notamment la question de la canicule.

**Joël SPIROUX DE VENDOMOIS**

Je souhaite revenir sur l'intitulé de cette conférence : « inégalités environnementales » ; j'aurais préféré que l'on mentionne « différences et inégalités environnementales ». L'environnement diffère en effet en fonction du lieu où l'on se trouve. Nous décidons de faire ou non de cette différence une inégalité. En outre, il est précisé « inégalités environnementales, sociales et territoriales », alors que les aspects sociaux et territoriaux font partie de l'environnement.

Qu'est-ce que l'environnement ? À cette question, Einstein avait répondu « tout ce qui n'est pas moi ». L'environnement se décline en un environnement biologique, soit tout ce qui est vivant sur la planète, un environnement chimique et un environnement physique que nous avons grandement modifiés durant le dernier siècle, et un environnement socioanthropologique. Ce dernier est fondamental, dans la mesure où les politiques publiques qui en ressortent infléchissent les autres environnements, dont les modifications induisent des changements sociétaux. D'où la nécessité d'avoir une vision écosystémique de cet ensemble. Or nous avons tendance à séparer les choses en France. À ce titre, français se dit « fa guo ren » en chinois, « ren » c'est l'Homme, « fa guo » la France et « fa » qui range, qui classe dans des tiroirs. Par conséquent, nous peinons souvent à distinguer les interactions entre différents éléments quand les Chinois ont une vision globale de la situation, chinois se disant « Zhong guo ren » et « zhong » c'est le centre, l'axe, le milieu !

Avoir une vision systémique permet de comprendre les interrelations, les effets positifs et négatifs, rétroactifs... La politique d'isolation des maisons dans les années 70, avec la première crise du pétrole, nous a poussés à transformer nos maisons en « bonbonnières ». Cette transformation de l'habitat a mené à une augmentation de la pollution intérieure et consécutivement, au développement d'une nouvelle pathologie chez l'enfant, la bronchiolite du nourrisson. Celle-ci a un coût social et un coût humain important, du point de vue des souffrances de la mère et du nourrisson.

Nous sommes des funambules qui marchons sur un câble, munis de balanciers de tailles différentes. Ceux qui bénéficient des meilleures conditions financières, de santé, etc., ont un balancier qui mesure douze mètres. Ceux qui vivent dans des conditions très précaires ont une règle de vingt centimètres entre les mains. Ils se trouveront donc gravement touchés par le moindre changement dans l'environnement.

Les impacts environnementaux ne sont jamais les mêmes pour tous. Nous devons donc mettre en place les moyens de nous adapter au mieux pour atteindre l'équilibre.

La santé constitue un état de bien-être physique, psychique, social et non seulement une absence de maladie. Cette définition est inscrite dans une déclaration de l'OMS (Organisation mondiale de la santé, 1948) laquelle a été reprise dans la définition de la santé environnementale de l'OMS (1994) où la santé y est décrite comme la qualité de la vie déterminée par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de l'environnement.

La canicule de 2003 a coûté la vie à 14 000 personnes. Or certains pays présentent des conditions de chaleur plus extrême et pour autant les personnes âgées ne meurent pas.

**Pierre LEFEVRE**

1 400 personnes sont mortes cet été en Inde du fait de températures anormalement élevées.

**Joël SPIROUX DE VENDOMMOIS**

Certes, ce type de phénomène commence à s'observer.

Après cet épisode, j'ai écrit un article mettant en cause la responsabilité des industries chimiques. En effet, l'âge moyen de vie en bonne santé – sans avoir besoin d'un traitement médicamenteux chronique – s'établit à 60 ans pour les hommes et 63 ans pour les femmes. Au-delà donc de 60 ans pour les hommes et 63 ans pour les femmes, la moitié de la population française a une pathologie chronique. Or les médicaments utilisés (anti-cholestérol, antihypertenseurs, antalgiques, anxiolytiques...) font tous état dans leur notice d'une mise en garde concernant la nécessité d'une vigilance sur l'état rénal et hépatique durant le traitement. En cas de déshydratation, la concentration de ces médicaments augmente dans le sang pour une même dose absorbée. Trois quarts des personnes sont ainsi mortes d'une insuffisance hépatique ou rénale durant la canicule.

Cette catastrophe démontre une faille dans le système de soins qui n'a pas l'habitude d'intégrer une vision systémique dans son fonctionnement.

**Pierre LEFEVRE**

Le phénomène que vous avez décrit est-il valable pour tous ou reflète-t-il les inégalités sociales ?

**Joël SPIROUX DE VENDOMMOIS**

Il reflète probablement les inégalités.

**Pierre LEFEVRE**

Il est possible que les personnes issues de catégories sociales favorisées aient fait l'objet de plus d'attention dans leur entourage et de meilleures conditions de vie relativement à cet épisode caniculaire (climatisation, etc.).

**Joël SPIROUX DE VENDOMMOIS**

Tout à fait. Nous nous trouvons donc dans l'obligation d'anticiper nos futures conditions de vie. Les canicules entraîneront un réchauffement de l'eau et donc une multiplication des bactéries et des virus, ainsi qu'une concentration des produits chimiques toxiques du fait de l'évaporation. Il en va de même pour l'alimentation, composée d'eau en grande partie, laquelle ne passe pas par un traitement telle que l'eau du robinet. Des problèmes se poseront également concernant la conservation des aliments. Les canicules mèneront donc à une augmentation des pathologies.

Au-delà de ces aspects, l'augmentation des températures donnera lieu à des migrations de populations. Davantage de conflits éclateront du fait de l'augmentation de la pression de sélection sur les sociétés, en lien avec le durcissement des conditions environnementales. L'exemple des migrants parqués à Calais illustre ce processus – conditions de vie dégradée (accès à l'eau et à l'alimentation), pathologies, conflits, exode.

Parallèlement, de nouvelles pathologies surviendront. On en voit l'exemple avec l'arrivée du moustique tigre en France métropolitaine, porteur du chikungunya entre autres.

**Pierre LEFEVRE**

Toutes les populations sont-elles également touchées par ce phénomène ?



**Joël SPIROUX DE VENDOMOIS**

Les zones insalubres humides offrent un habitat idéal pour le moustique tigre. Les personnes aisées, qui vivent loin de ces conditions, seront probablement moins touchées en conséquence. Nous serons donc prochainement confrontés à de nouvelles maladies (dengue, maladie de West Nile, puis probablement si la chaleur continue à augmenter, les fièvres hémorragiques comme Marburg et Ebola).

Afin d'éviter le pire, nous devons penser la santé territoriale dans son ensemble et instaurer la santé de la population (et le soin) comme une valeur centrale de notre société. Dans tous les pays du monde, nous nous souhaitons une bonne santé en début d'année. Or si l'environnement n'est pas en bonne santé, les Hommes ne le sont pas non plus. On le constate à travers l'agriculture et l'élevage intensif qui produisent une alimentation pauvre en nutriment, et riche en calories et en toxiques. Cette alimentation engendre des pathologies qui nécessitent des soins, lesquels entraînent un déficit de la sécurité sociale, etc.

**Pierre LEFEVRE**

Les populations fragiles sont-elles plus touchées par les pathologies environnementales ?

**Joël SPIROUX DE VENDOMOIS**

Bien sûr, d'où l'image du funambule.

L'alimentation contient en outre des perturbateurs endocriniens qui favorisent la survenue des maladies métaboliques – diabète, surpoids, obésité. Les impacts de ces perturbateurs se surajoutent à ceux précédemment cités.

La « malbouffe » est la conséquence de la grande révolution verte des années 60 qui a favorisé une production en quantité plutôt qu'en qualité.

La transition vers une culture biodynamique s'imposera probablement au XXI<sup>e</sup> siècle pour retrouver une alimentation saine. Nos connaissances en la matière sont plus importantes que celles de nos grands-parents. Nous serons donc en mesure de produire en plus grande quantité et en meilleure qualité.

Notre alimentation actuelle génère des cancers, des malformations, des stérilités, des maladies neurodégénératives, des allergies... par ailleurs il existe près de 10 000 maladies orphelines dont on ignore partiellement ou totalement les causes et les traitements. Ces pathologies ont un coût financier et humain. Or si l'on évaluait le coût financier de la souffrance, nous changerions probablement les choses. À ce jour, les dépenses de santé sont intégrées dans le PIB : plus nous sommes malades, plus notre PIB se porte bien ! Cet indicateur fait donc fi de la santé alors même qu'une société sans malade ou avec beaucoup moins de malades serait un objectif à atteindre.

**Pierre LEFEVRE**

Laurent FUSSIEN, prenez-vous en compte ces éléments dans votre action sociale ?

**Laurent FUSSIEN**

Nous avons choisi effectivement d'accompagner le changement des pratiques agricoles pour soutenir la mise en place de productions agrobiologiques. 40 % de l'alimentation proposée dans la restauration collective est locale et bio, ce qui implique davantage de salariés pour préparer les repas que dans une filière « classique », et favorise l'emploi.

**Pierre LEFEVRE**

Quel est le surcoût engendré ?

**Laurent FUSSIEN**

Il est de 15 centimes par repas, tenant compte des prix négociés dans le cadre des marchés publics. Grâce à notre action, nous avons permis à un agriculteur local de se convertir au bio. Nous travaillons également avec une association de producteurs (Local et facile). Pour le pain, nous avons réussi à mettre en place sur Malaunay une filière de qualité, ne répondant pas totalement au label bio certes, mais utilisant des produits locaux de qualité.

Pour un certain nombre d'enfants, le déjeuner à la cantine constitue le seul repas équilibré de la journée, d'où l'importance de proposer une restauration collective de qualité.

Afin d'encourager la renaissance de certains savoir-faire, nous avons mis en place des jardins et des carrés potagers dans les écoles maternelles. Nous accompagnons les écoles pour qu'elles les mettent en culture. Nous souhaitons également favoriser la rencontre de personnes qui possèdent un terrain non exploité et d'autres, qui n'en disposent pas et qui souhaitent développer un jardin potager.

À la cantine, nous avons également instauré un système de compostage et nous demandons aux enfants de trier les restes dans leurs assiettes. Prenant conscience de ce qui se jette, les enfants mangent plus.

**Joël SPIROUX DE VENDOMOIS**

La Ville de Lons-le-Saunier a mis en place un tel système. Toute l'alimentation collective de la ville est issue de produits bio. Le maire de cette ville a également soutenu l'installation de jeunes agriculteurs et artisans bio.

## **Échanges avec la salle**

**De la salle**

Comment favoriser et accompagner l'auto-organisation dans la population précaire dans le but de résoudre des problèmes environnementaux, énergétiques, de santé, de mobilité, de travail... ? Nous devons, me semble-t-il, nous appuyer sur les compétences individuelles et collectives des personnes afin d'entrer dans la civilisation collaborative et coopérative.

**De la salle**

Comment parviendrons-nous demain à nourrir l'humanité dont la population croît rapidement au fil des décennies, au vu notamment de la problématique de la réduction des terres agricole.

**Pierre LEFEVRE**

Dans un de ses écrits (*Modeste proposition concernant les enfants des classes pauvres*), Jonathan Swift conseillait aux riches Londoniens de manger les bébés des pauvres pour réguler les naissances.

**Catherine SCHMITT**

Je préside France Nature Environnement Bourgogne et je siège à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de l'ARS (Agence régionale de santé). Je m'étonne de constater à quel point le milieu médical est déconnecté des problèmes environnementaux. Les médecins n'ont aucune formation dans ce domaine. Dans le cadre de la création de l'ARS Bourgogne Franche-Comté, il est absolument nécessaire qu'un poste dédié à l'environnement soit créé sur la Franche-Comté. Par ailleurs, concernant la qualité de l'eau, la moitié des captages dans l'Yonne témoignent d'une pollution ; 95 % du département se trouve en zone d'action renforcée sur les nitrates. Les eaux profondes sont également polluées par les pesticides. Nous devons cesser d'encourager le système agricole actuel par le biais de la PAC (politique agricole commune) et revenir à des circuits sains et locaux.

**De la salle**

Comme l'a souligné Stéphane LA BRANCHE, l'adaptation pose encore problème. Pour quelle raison ? La ressource humaine est-elle en cause, ou l'action politique ? Comment devons-nous nous préparer par ailleurs aux futures problématiques de santé ?

**De la salle**

Pensez-vous que le système de la taxe carbone soit cohérent par rapport aux objectifs environnementaux ?

**Pierre LEFEVRE**

Je demanderai également à Joël SPIROUX DE VENDOMOIS s'il existe des formations spécifiques pour les médecins, portant sur la prise en charge des populations particulièrement précaires.

**Joël SPIROUX DE VENDOMOIS**

Concernant l'augmentation de la population mondiale, je rappellerai que la longévité a cessé de croître, elle commence même à diminuer en France et aux États-Unis du fait des pathologies environnementales croissantes. Par ailleurs, la fréquence du cancer chez les populations jeunes augmente de 1,5 % par an, ce qui est colossal. Les malformations néo-natales augmentent également. Les informations que je vous transmets ne sont pas réjouissantes certes, mais le fait de savoir permet de réagir. L'adaptation peut venir de la base de la société si celle-ci est bien informée.

En outre, nous gaspillons 40 % de l'alimentation produite sur la planète.

Olivier DE SCHUTTER<sup>34</sup> a présenté un rapport à l'OMS dans lequel il démontre que l'agrobiologie permettrait de nourrir plus de 12 milliards de personnes. La transition vers un modèle d'agriculture différent est donc une question de volonté politique. Une nouvelle révolution verte doit s'engager rapidement.

À ce jour, les médecins ne bénéficient pas encore en France de réelle formation en santé environnementale. Quelques DU postuniversitaires portent sur ce thème. Je dispense également un enseignement dans ce domaine dans le cadre d'un master, à des étudiants issus majoritairement de ce qui est appelé les « sciences molles » (sociologie, psychologie...) et qui sont des « sciences humaines ». Ils se destinent pour beaucoup à travailler pour des collectivités territoriales. Il y a donc de fortes chances pour qu'ils prennent en compte cette connaissance dans leurs décisions futures.

Les médecins ne sont pas non plus formés à ce jour à la prise en charge de personnes précaires.

Aucune politique de santé visant à prévenir les problèmes futurs dans le domaine de la santé, et donc à améliorer nos conditions environnementales, n'a encore été menée.

**Stéphane LA BRANCHE**

Je précise que la sociologie n'est pas une « science molle ». Elle est une science compliquée.

L'idée d'une taxe carbone globale est très pertinente, mais sa mise en pratique pose problème dans la mesure où elle pourrait aggraver les inégalités, compte tenu des disparités économiques entre les pays.

L'adaptation est particulièrement complexe à mettre en œuvre, du fait notamment, que nous ignorons à quelle hausse de température précise nous devons nous adapter. Or un écart d'un seul degré a un effet sur la pluviométrie, lequel se répercute sur le milieu urbain complexe, mais également sur l'agriculture, donc sur l'alimentation... D'où la difficulté de modéliser les

---

<sup>34</sup> Olivier DE SCHUTTER est un juriste belge et professeur de droit international

changements, notamment au niveau local, et de donner des réponses précises en termes d'adaptation.

Une dernière chose : plutôt que de manger de la viande, je vous engage à devenir végétariens. Vous réglerez ainsi certaines problématiques actuelles.

### **Laurent FUSSIEN**

Afin d'accompagner au mieux les populations précaires, nous n'avons pas d'autre possibilité que de mobiliser un maximum de personnes. Cette mobilisation n'est pas toujours facile. A Malaunay, nous travaillons au contact des gens pour entendre et expliquer les problèmes (visites de quartiers).

Dans ce but, nous devons également intégrer la population dans nos démarches, ce qui nécessite de renouveler certaines pratiques politiques, d'expérimenter de nouveaux projets, de rêver un peu, de vouloir beaucoup et comme le dit Mathieu BAUDIN, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, « au pire, ça marche ».

### **Pierre LEFEVRE**

Pour terminer, Nadège Austin vous adresse quelques mots.

### **Nadège AUSTIN**

Je remercie les intervenants, le public, et bien sûr toute l'équipe d'Alterre pour avoir organisé cette conférence.

Alterre Bourgogne est l'agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable. Créée en 2006 dans le prolongement de l'OREB (Observatoire régional de l'environnement en Bourgogne), Alterre a pour ambition de contribuer, à l'échelle régionale, à une transformation qualitative des relations entre les hommes, et entre les hommes et leur environnement, vers un développement soutenable. Elle s'y emploie à travers quatre grandes missions :

- Faire connaître et faire prendre conscience, à travers l'observation de l'environnement
- Développer une culture commune, à travers l'éducation à l'environnement et au développement durable
- Favoriser la mise en œuvre de pratiques responsables, en accompagnant les acteurs de territoires
- Faire émerger les sujets et enjeux de demain